

2020 Taxes and Policy Survey

Contents

1	Impôt sur le revenu	2
2	Impôt sur la fortune	6
3	Droits de succession	11
4	Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)	16
5	Impôt sur les sociétés	19
6	Éducation	22
7	Questions Générales	27

List of Tables

1	Connaissance de l'impôt sur le revenu	4
2	Équité de l'impôt sur le revenu	5
3	Connaissance du nouvel impôt sur la fortune	9
4	Équité du nouvel impôt sur la fortune	11
5	Connaissance des droits de succession	13
6	Équité des droits de succession	14
7	Opinions sur les politiques des des droits de succession	15
8	Connaissance de la TVA	17
9	Équité de la TVA	18
10	Connaissance de l'impôt sur les sociétés (IS)	20
11	Équité de l'impôt sur les sociétés (IS)	21
12	L'impôt sur les sociétés suivantes devrait être augmenté	22
13	Pourcentage des personnes nées en France en 1990 qui a obtenu:	24
14	Équité du système éducatif français	25
15	Opinions sur les politiques du système éducatif	26
16	Raisons du succès et équité du système fiscal	32
17	L'évasion fiscale est un problème chez... :	33
18	Les taxes et impôts suivants sont plutôt ou très justes	34
19	Considérations Générales	35

List of Figures

1	Parmi les classes d'actifs suivantes, à laquelle (ou auxquelles) s'applique actuellement le nouvel impôt sur la fortune?	7
2	Quel montant de leur patrimoine immobilier sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune et sur lequel ils devront payer cet impôt?	8
3	Quelle part de l'ensemble des richesses en France est actuellement détenue par les deux groupes suivants?	10
4	Sur quel type de possessions un impôt sur la fortune devrait-il s'appliquer?	10
5	Je pense que des dépenses supplémentaires devraient être allouées en priorité aux:	27
6	Les objectifs principaux que les impôts devraient servir sont:	28
7	Progressivité du système fiscal français par rapport aux autres pays de l'Union européenne	29

8	Quelle part de la richesse totale produite en France chaque année est prélevée sous forme d'impôts, taxes et de cotisations sociales?	30
9	Quel impôt ou taxe génère le plus de revenus en France?	30
10	Taux d'imposition: Perceptions vs. Réalité	31
11	Si l'État augmentait ses dépenses sans s'endetter davantage, quel impôt augmenter ?	36

1 Impôt sur le revenu

Cette section présente nos principaux résultats concernant l'impôt sur le revenu. La Table 1 présente les connaissances et perceptions générales qu'ont les sondés de l'impôt sur le revenu (IR). La Table 2 présente les réponses des sondés sur l'équité de l'IR.

Les connaissances que présentent les sondés sur cet impôt sont relativement faibles (Table 1). L'impôt sur le revenu n'apparaît pas aux yeux des sondés comme particulièrement juste (Table 2).

Afin d'évaluer les connaissances des sondés sur l'impôt sur le revenu nous leur avons demandé d'estimer la tranche de la part des recettes fiscales totales de l'État qui en proviennent: seulement 22% de l'échantillon parvient à correctement estimer cette tranche (la majorité sous-estime l'importance de cet impôt dans les recettes fiscales. De même, seulement 34% des répondants estiment correctement la tranche du pourcentage des ménages qui paient un impôt sur le revenu non nul (alors que les intervalles de réponses proposés sont relativement larges). On note par ailleurs une sous-estimation à la fois du taux marginal le plus élevé (les sondés indiquent 35,36% en moyenne, alors qu'il est de 45%, soit une différence d'environ 10 points) et du seuil au-delà duquel s'applique le taux le plus élevé (l'estimation moyenne de l'échantillon est de 88 730€). Qui plus est, les deux tiers des sondés indiquent un seuil inférieur à 50 000€¹. Le véritable seuil est de 157 807€. Nous avons par ailleurs évalué la perception d'un éventuel 'effet Laffer' parmi les sondés - c'est-à-dire l'effet d'une baisse d'impôts sur les recettes fiscales (et donc sur le déficit public) -, différencié par catégorie de revenus (hauts revenus, classe moyenne). Lorsqu'une éventuelle baisse des impôts concerne les ménages à hauts revenus, 54% des répondants pensent que le déficit public augmenterait. Cette proportion descend à 35% lorsqu'on pose la même question au sujet des ménages de classe moyenne. Les sondés semblent ainsi estimer qu'une baisse de la pression fiscale serait plus favorable aux finances publiques si elle était ciblée sur les classes moyennes que sur les hauts revenus. Par ailleurs, 31% des sondés pensent qu'une hausse de l'impôt sur le revenu des individus à hauts revenus aurait un impact positif sur l'activité économique en France. On observe une certaine homogénéité des réponses à travers les différentes catégories de sondés (genre, âge, tendance politique, niveau de revenus, niveau d'éducation). Sur la connaissance *stricto sensu* de l'IR, on relève une différence de connaissance par classe d'âge, avec un taux de bonnes réponses plus élevé pour la classe d'âge 50-69 ans.

On observe également un effet de l'affiliation politique sur les perceptions des répondants. Par exemple, nous interrogeons l'échantillon sur le meilleur moyen de réduire les inégalités de revenus (deux alternatives étaient proposées: "*Diminuer les impôts sur les individus riches et les entreprises afin d'encourager l'investissement en faveur de la croissance économique*" et "*Augmenter les impôts sur les individus riches et les entreprises afin de développer des politiques publiques en faveur des plus pauvres*"). Les électeurs Mélenchon-Hamon (de l'élection présidentielle 2017) sont ainsi les plus nombreux (68%) à favoriser une augmentation des impôts pour réduire les inégalités de revenus, suivi par les électeurs Le Pen (56%), Macron (42%) et Fillon (32%). La Table 2 présente l'opinion des sondés au sujet de l'équité de l'IR. 73% des répondants sont "d'accord" ou "fortement d'accord" pour dire que les inégalités de revenu constituent un problème (même si on note là aussi une différenciation par affiliation politique). Une part significative de l'échantillon semble trouver le poids de l'IR trop élevé pour les classes moyennes: 52% des répondants trouvent que les ménages de la classe moyenne paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur le revenu. En revanche, les sondés ne sont plus que 18% à trouver que les ménages aisés paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur le revenu. Lorsqu'on interroge les sondés sur la nécessité d'élargir ou d'alourdir l'IR, 41% de l'échantillon pensent que les personnes les plus pauvres devraient payer l'IR et 47% sont favorables ou très favorables à

¹Cette dernière statistique n'étant pas directement visible sur les graphiques. Bien que la plupart des données mentionnées soient visibles dans les différentes tables et graphiques, nous incluons parfois certaines statistiques qui ne le sont pas afin d'éclairer les résultats

une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les personnes ayant des revenus élevés. Dans les deux cas, les sondés ainsi très divisés concernant une éventuelle hausse de l'impôt sur le revenu (aussi bien pour les revenus faibles qu'élevés). On note des divergences, parfois importantes, en fonction de l'affinité politiques des sondés, les écarts étant souvent les plus importants entre les électeurs Mélenchon-Hamon et Fillon.

TABLE 1: CONNAISSANCE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

	% des recettes fiscales totales provenant de l'impôt sur le revenu (1)	% de ménages qui paient impôt sur le revenu non nul (2)	Taux marginal d'impôt sur le revenu le plus élevé (3)	Seuil du revenu annuel pour appliquer le taux maximal (4)	↓ impôt sur hauts revenus ↑ déficit public (5)	↓ impôt sur classe moyenne ↑ déficit public (6)	↑ impôt sur riches et entreprises pour ↓ inégalités de revenus (7)	↑ impôt sur hauts revenus aurait un impact positif sur l'économie (8)
Femme	-0.02 (0.02)	-0.00 (0.03)	-1.38 (1.14)	-2020.55 (8071.64)	-0.05* (0.03)	-0.03 (0.03)	0.06** (0.03)	0.05** (0.02)
Age 30-49	-0.00 (0.03)	0.04 (0.04)	1.55 (1.59)	-6767.02 (11229.39)	-0.03 (0.04)	-0.11*** (0.04)	0.07* (0.04)	0.07* (0.03)
Age 50-69	0.00 (0.03)	0.19*** (0.04)	7.67*** (1.72)	21880.73* (12183.60)	-0.06 (0.04)	-0.24*** (0.04)	0.13*** (0.04)	0.10*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.00 (0.03)	0.03 (0.03)	1.39 (1.39)	5421.39 (9877.89)	-0.00 (0.03)	-0.04 (0.03)	0.04 (0.03)	0.05* (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.01 (0.03)	0.07* (0.04)	2.26 (1.69)	36641.13*** (11948.67)	-0.03 (0.04)	-0.04 (0.04)	-0.04 (0.04)	-0.04 (0.04)
Le Pen	-0.01 (0.03)	0.06 (0.04)	-1.76 (1.69)	4151.77 (12075.98)	-0.01 (0.04)	-0.03 (0.04)	0.14*** (0.04)	0.08** (0.04)
Fillon	-0.08* (0.04)	0.05 (0.05)	0.13 (2.10)	12102.75 (14894.83)	-0.13** (0.05)	-0.01 (0.05)	-0.10** (0.05)	-0.12*** (0.05)
Melenchon et Hamon	-0.03 (0.03)	0.01 (0.04)	-0.94 (1.73)	24868.06** (12272.93)	0.03 (0.04)	-0.03 (0.04)	0.26*** (0.04)	0.15*** (0.04)
Enfants	0.02 (0.02)	-0.01 (0.03)	1.65 (1.24)	-5439.10 (8827.46)	0.01 (0.03)	0.01 (0.03)	-0.03 (0.03)	-0.01 (0.03)
Etudes supérieures	0.03 (0.02)	0.07*** (0.03)	2.35** (1.19)	31963.76*** (8435.93)	-0.03 (0.03)	-0.07** (0.03)	-0.02 (0.03)	-0.06** (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.22	0.34	35.36	88730.96	0.54	0.35	0.54	0.31
Observations	1494	1494	1449	1494	1484	1472	1488	1483

Note: La table indique la moyenne des résultats ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', 'Revenus faibles (moins de 20k€)', 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "22% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette de la part des recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu". Le taux de bonnes réponses du groupe des électeurs de Fillon est inférieur de 8 points de pourcentage à celui du groupe des électeurs de Macron.

La colonne (2) se lit: "34% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette de la part des ménages qui paient un impôt sur le revenu non-nul"

La colonne (3) se lit: "En moyenne, les sondés pensent que le taux marginal d'impôts sur le revenu dans la tranche marginale la plus élevée est de 35.36%" .

La colonne (4) se lit: "En moyenne, les sondés pensent que le taux à partir duquel s'applique le taux marginal d'impôts sur le revenu le plus élevé est 88 730.96€"

La colonne (5) se lit: "54% de l'échantillon pense qu'une baisse des impôts sur les hauts revenus augmenterait le déficit public"

La colonne (6) se lit: "35% de l'échantillon pense qu'une baisse des impôts sur la classe moyenne augmenterait le déficit public"

La colonne (7) se lit: "54% de l'échantillon pense qu'une hausse des impôts sur les foyers les plus riches et les entreprises permettrait le plus efficacement de diminuer les inégalités de revenus "

La colonne (8) se lit: "31% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'impôt sur les hauts revenus aurait un impact positif sur l'activité économique en France"

TABLE 2: ÉQUITÉ DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

	Inégalité des revenus est un problème (1)	Ménages aisés paient plus que leur juste part d'impôt sur le revenu (2)	Ménages de la classe moyenne plus que leur juste part d'impôt sur le revenu (3)	Les plus pauvres devraient payer un impôt sur leurs revenus (4)	Favorable à ↑ l'impôt sur le revenu des personnes à revenu élevé (5)
Femme	0.04* (0.02)	-0.01 (0.02)	0.05* (0.03)	-0.11*** (0.03)	-0.01 (0.03)
Age 30-49	0.04 (0.03)	-0.02 (0.03)	0.10*** (0.04)	0.03 (0.04)	0.13*** (0.04)
Age 50-69	0.08** (0.04)	-0.01 (0.03)	0.18*** (0.04)	-0.04 (0.04)	0.26*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.01 (0.03)	0.02 (0.03)	0.09*** (0.03)	0.13*** (0.03)	0.09*** (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.04 (0.04)	0.08*** (0.03)	0.09** (0.04)	0.18*** (0.04)	-0.02 (0.04)
Le Pen	0.01 (0.04)	0.04 (0.03)	0.11*** (0.04)	-0.04 (0.04)	0.06 (0.04)
Fillon	-0.17*** (0.04)	0.10*** (0.04)	0.13** (0.05)	0.14*** (0.05)	-0.07 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.16*** (0.04)	-0.07** (0.03)	0.11*** (0.04)	-0.17*** (0.04)	0.14*** (0.04)
Enfants	0.03 (0.03)	-0.03 (0.02)	-0.02 (0.03)	0.06** (0.03)	0.03 (0.03)
Etudes supérieures	0.00 (0.03)	0.05** (0.02)	0.02 (0.03)	0.04 (0.03)	-0.04 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.73	0.18	0.52	0.41	0.47
Observations	1471	1490	1490	1489	1490

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "73% de l'échantillon considère l'inégalité des revenus en France comme un problème grave ou très grave". La part de sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des 50-69 ans est supérieure de 8 points de pourcentage à celle dans le groupe des 17-29 ans.

La colonne (2) se lit: "18% de l'échantillon pense que les ménages les plus aisés paient plus ou bien plus que leur juste part d'impôt sur le revenu".

La colonne (3) se lit: "52% de l'échantillon pense que les ménages de la classe moyenne paient plus ou bien plus que leur juste part d'impôt sur le revenu".

La colonne (4) se lit: "41% de l'échantillon pense que les personnes les plus pauvres devraient payer un impôt sur leurs revenus".

La colonne (5) se lit: "47% de l'échantillon est plutôt favorable ou très favorable à une augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes ayant un revenu élevé".

2 Impôt sur la fortune

Cette section présente nos principaux résultats concernant l'impôt sur la fortune immobilière (que nous surnomons 'nouvel impôt sur la fortune' pour éviter d'introduire des biais dans les réponses) en France. Plusieurs dimensions sont étudiées. La Table 3 ainsi que les Figures 1, 2 et 3 présentent les résultats sur les connaissances et perceptions qu'ont les répondants de l'impôt sur la fortune. La Table 4 expose les considérations relatives à l'équité de l'impôt sur la fortune. La Figure 4 présente les types de biens sur lesquels les répondants souhaiteraient que l'impôt sur la fortune s'applique.

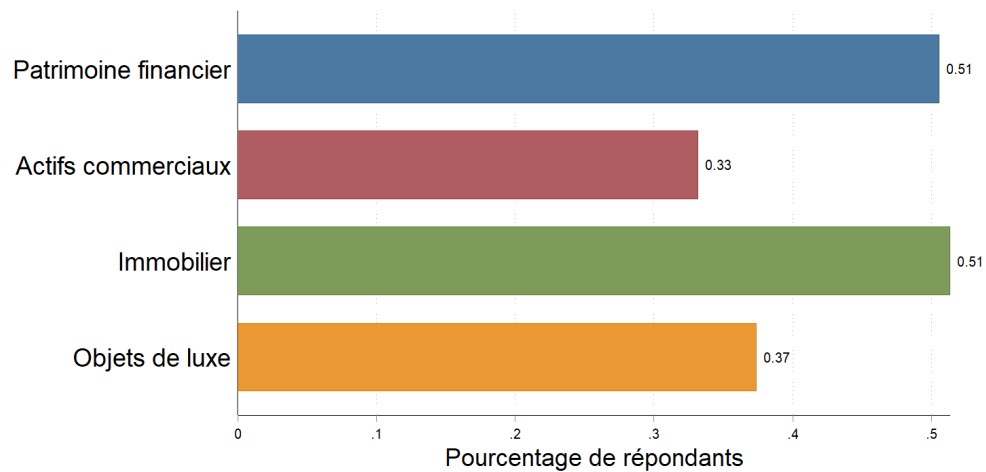
La connaissance et la compréhension que présentent les sondés de l'impôt sur la fortune sont plutôt faibles. Leurs perceptions semblent surévaluer le poids et l'impact fiscal de cet impôt. Les sondés semblent toutefois considérer cet impôt comme juste et potentiellement vecteur d'équité.

Les répondants maîtrisent mal les modalités d'applications du nouvel impôt sur la fortune. 37% d'entre eux pensent que les objets de luxe sont soumis au nouvel impôt sur la fortune et 51% pensent qu'il s'applique aux actifs financiers (ce qui n'est plus le cas). Seulement 51% des répondants savent que le nouvel impôt sur la fortune s'applique à l'immobilier. Le taux le plus bas du nouvel impôt sur la fortune est très largement surestimé: il est évalué à 20,97% en moyenne par les répondants, alors qu'il est en fait de 0,5%. De même, seulement 36% de l'échantillon estime correctement la tranche du seuil de revenu à partir duquel s'applique le nouvel impôt sur la fortune. En ce qui concerne la perception des sondés, on relève une large surestimation du poids du nouvel impôt sur la fortune dans le système fiscal français. Seulement 31% de l'échantillon parvient à estimer correctement la tranche des recettes fiscales totales provenant du nouvel impôt sur la fortune. De même, seulement 20% de l'échantillon estime correctement la tranche de ménages concernés par ce nouvel impôt sur la fortune. Tous les autres répondants ont surestimé (parfois largement) la proportion de ménages concernés par cet impôt. Néanmoins, les sondés perçoivent de manière relativement précise la part de richesses détenue par les 1% les plus riches: ils donnent une estimation moyenne de 26,8% pour une valeur réelle de 23,4%. L'estimation de la part détenue par les 50% les moins riches de la société est nettement moins précise: l'estimation moyenne de l'échantillon est de 23,3% pour une valeur réelle de 6,4%. Nous avons également cherché à évaluer la compréhension des modalités de calcul du nouvel impôt sur la fortune (notamment de l'abattement de 30% sur la résidence principale). Les résultats présentés dans la Figure 2 indiquent que, pour chacun des scénarios, pas plus de 20% des sondés parviennent à estimer correctement la base taxable de l'impôt sur la fortune, mettant en évidence une méconnaissance du calcul de la base taxable.

En termes de perceptions, les inégalités de patrimoine constituent un problème aux yeux de 62% de l'échantillon. Une majorité (60%) de l'échantillon est favorable à l'existence d'un impôt sur la fortune. Les sondés semblent cependant souhaiter une évolution du périmètre des biens imposables à l'impôt sur la fortune. Ainsi, seulement 12% des répondants trouvent "juste" ou "très juste" que le patrimoine immobilier soit imposé alors que les actifs financiers ne le sont pas et 62% de l'échantillon souhaiteraient que les produits de luxe (voitures, yachts, oeuvres d'art...) soient soumis à l'impôt sur la fortune. Dans ce contexte, peu de répondants (14%) considèrent que les ménages aisés paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur la fortune. Si cela semble suggérer un soutien de la part des sondés pour une hausse de l'imposition sur la fortune, il faut noter qu'ils ne sont que 30% à penser qu'une telle hausse aurait un impact positif sur l'activité économique en France.

On peut remarquer un effet positif de l'âge sur les connaissances des répondants. Le taux de réponses correctes sur la part des recettes fiscales provenant de l'impôt sur la fortune chez les 50-69 ans est de 29 points de pourcentage supérieur au taux de bonne réponse des 17-29 ans (qui est de 15%). On peut également noter un effet de l'affiliation politique sur certaines connaissances: le taux de bonnes réponses parmi les électeurs Fillon est de 13 points supérieurs à celui des électeurs Macron, à la fois pour la part des recettes fiscales provenant de l'impôt sur la fortune et pour la part des ménages qui paient un impôt sur la fortune non nul. Le soutien à l'existence d'un impôt sur la fortune est différencié selon la tranche d'âge des sondés: seule une minorité des 17-29 ans est favorable à un impôt sur la fortune, alors que c'est le cas d'une majorité des 30-49 ans (et a fortiori des 50 - 69 ans). L'affiliation politique affecte également les réponses liées à l'équité, la proportion de personnes favorables à l'existence d'un impôt sur la fortune parmi les électeurs Le Pen et Mélenchon-Hamon est supérieure de respectivement 12 et 18 points de pourcentage à la moyenne des électeurs Macron.

FIGURE 1: PARMI LES CLASSES D'ACTIFS SUIVANTES, À LAQUELLE (OU AUXQUELLES) S'APPLIQUE ACTUELLEMENT LE NOUVEL IMPÔT SUR LA FORTUNE?

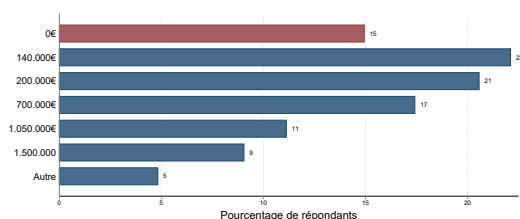


Note: Ce graphique indique pour chaque type de biens, la part des répondants qui pensent que le nouvel impôt sur la fortune s'y applique. Les réponses n'étant pas mutuellement exclusives, la somme des barres est supérieure à 1. Le nom officiel du 'nouvel impôt sur la fortune' est 'impôt sur la fortune immobilière' et ne s'applique qu'à l'immobilier.

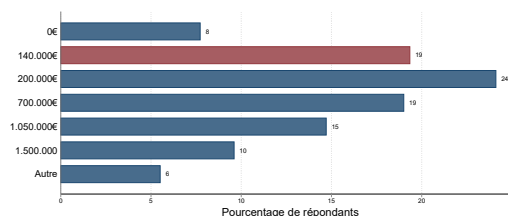
Lecture: "51% des répondants pensent que le patrimoine financier est soumis au nouvel impôt sur la fortune".

FIGURE 2: QUEL MONTANT DE LEUR PATRIMOINE IMMOBILIER SERA CONSIDÉRÉ COMME AU-DELÀ DU SEUIL D’IMPOSITION AU NOUVEL IMPÔT SUR LA FORTUNE ET SUR LEQUEL ILS DEVRONT PAYER CET IMPÔT?

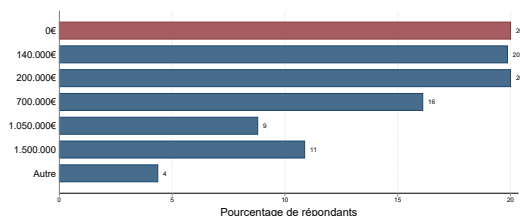
(A) RÉSIDENCE PRINCIPALE D’UNE VALEUR DE 1 500 000€



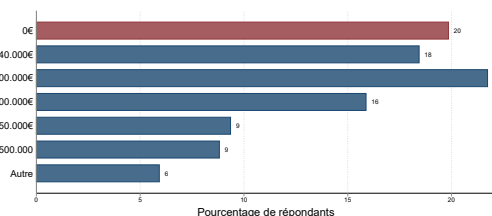
(B) RÉSIDENCE PRINCIPALE D’UNE VALEUR DE 200 000€ ET RÉSIDENCE SECONDAIRE D’UNE VALEUR DE 1 300 000€



(C) ACTIONS BOURSIÈRES D’UNE VALEUR TOTALE DE 1 500 000€



(D) RESTAURANT D’UNE VALEUR DE MARCHÉ DE 1 500 000€



Note: Nous avons demandé aux répondants quel montant du patrimoine immobilier sera considéré comme au-delà du seuil d’imposition au nouvel impôt sur la fortune (en prenant en compte les éventuels abattements) et sur lequel ils devront payer cet impôt, dans quatre scénarios différents. Les graphiques indiquent, pour chaque scénario, la part de répondant à avoir choisi les réponses proposées. La réponse correcte est indiquée en rouge. Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100

Lecture: “Pour le scénario (A), 15% des répondants ont donné la bonne réponse, c’est-à-dire 0€”. .

TABLE 3: CONNAISSANCE DU NOUVEL IMPÔT SUR LA FORTUNE

	% des recettes fiscales totales provenant du nouvel impôt sur la fortune (1)	% de ménages qui paient impôt sur la fortune non nul (2)	Taux le plus bas du nouvel impôt sur la fortune (3)	Seuil du revenu annuel pour appliquer l'impôt sur la fortune (4)	↑ impôt sur foyers aisés aurait un impact positif sur l'économie (5)
Femme	-0.08*** (0.02)	-0.04** (0.02)	-3.50*** (1.13)	-0.04* (0.03)	0.05** (0.02)
Age 30-49	0.14*** (0.03)	0.09*** (0.03)	-3.06* (1.58)	0.03 (0.04)	0.06* (0.03)
Age 50-69	0.29*** (0.04)	0.15*** (0.03)	-6.26*** (1.70)	0.09** (0.04)	0.07* (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.03)	0.00 (0.03)	-0.44 (1.38)	0.09*** (0.03)	0.03 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.06 (0.04)	0.06* (0.03)	-0.68 (1.68)	0.15*** (0.04)	-0.04 (0.04)
Le Pen	-0.07** (0.04)	-0.02 (0.03)	1.48 (1.67)	-0.06 (0.04)	0.12*** (0.04)
Fillon	0.13*** (0.04)	0.13*** (0.04)	0.16 (2.07)	0.05 (0.05)	-0.07 (0.04)
Melenchon et Hamon	0.04 (0.04)	0.06* (0.03)	0.18 (1.71)	-0.05 (0.04)	0.21*** (0.04)
Enfants	-0.03 (0.03)	-0.02 (0.02)	2.16* (1.23)	0.00 (0.03)	-0.03 (0.03)
Etudes supérieures	0.06** (0.03)	0.04* (0.02)	-0.83 (1.18)	0.07*** (0.03)	-0.05* (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.31	0.20	20.97	0.36	0.30
Observations	1494	1494	1426	1494	1487

Note: La table indique la moyenne des résultats, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieures'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "31% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette de la part des recettes fiscales provenant du nouvel impôt sur la fortune". Le taux de bonnes réponses à cette question du groupe des diplômés du supérieur est supérieur de 6 points de pourcentage à celui du groupe des non diplômés du supérieur.

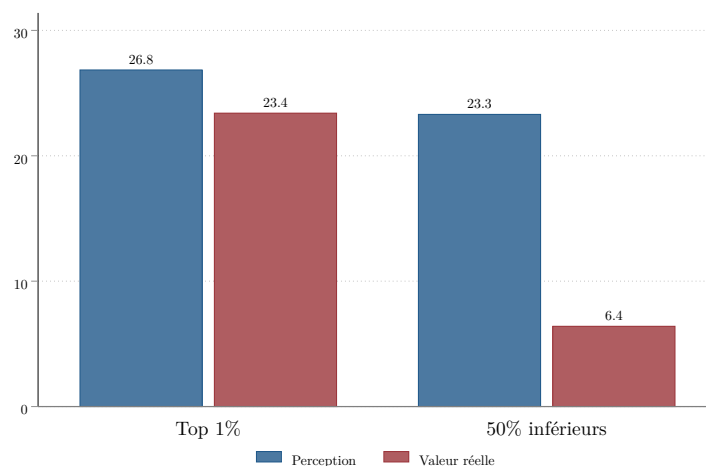
La colonne (2) se lit "20% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette de la part des ménages qui paient un impôt sur la fortune non nul".

La colonne (3) se lit: "En moyenne, les sondés pensent que le taux d'impôt sur la fortune le plus faible est de 20.97%".

La colonne (4) se lit: "36% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette du seuil à partir duquel s'applique l'impôt sur la fortune".

La colonne (5) se lit: "30% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'impôt sur la fortune des foyers aisés aurait un impact positif sur l'activité économique en France".

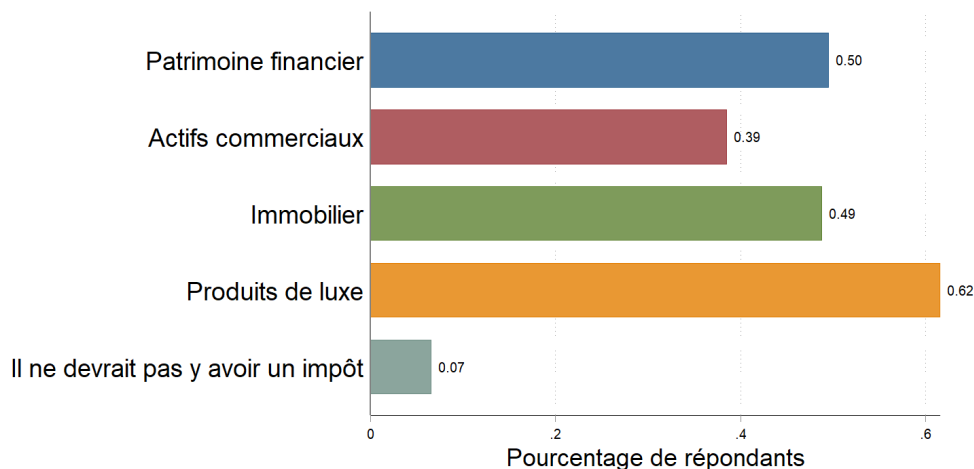
FIGURE 3: QUELLE PART DE L'ENSEMBLE DES RICHESSES EN FRANCE EST ACTUELLEMENT DÉTENUE PAR LES DEUX GROUPES SUIVANTS?



Note: Les sondés ont donné une estimation directe de la part des richesses détenue par les 1% les plus riches et les 50% les moins riches en France. Les barres bleues représentent ces estimations, les barres rouges représentent les valeurs réellement détenues par chacun de ces groupes.

Lecture: "L'estimation moyenne des sondés de la part des richesses détenue par les 1% les plus riches est de 26.8%".

FIGURE 4: SUR QUEL TYPE DE POSSESSIONS UN IMPÔT SUR LA FORTUNE DEVRAIT-IL S'APPLIQUER?



Note: Ce graphique indique pour chaque type de biens, la part des sondés qui pensent que le nouvel impôt devrait s'appliquer. Les réponses n'étant pas mutuellement exclusives (excepté le dernier "Il ne devrait pas y avoir d'impôts sur la fortune") la somme des barres est supérieure à 1.

Lecture: "39% des répondants pensent que les actifs commerciaux devraient être soumis au nouvel impôt sur la fortune".

TABLE 4: ÉQUITÉ DU NOUVEL IMPÔT SUR LA FORTUNE

	Inégalités de patrimoine sont un problème (1)	Ménages aisés paient plus que leur juste part d'impôt sur la fortune (2)	Favorable à l'existence d'un impôt sur la fortune (3)	Valeur du patrimoine pour l'application de l'impôt sur la fortune (4)	Juste que le patrimoine immobilier soit imposé mais les actifs financiers ne le soient pas (5)
Femme	-0.01 (0.03)	0.00 (0.02)	0.04 (0.03)	-233140.81** (115195.83)	-0.05*** (0.02)
Age 30-49	0.02 (0.04)	-0.05** (0.03)	0.15*** (0.04)	-625547.76*** (160262.24)	-0.07*** (0.02)
Age 50-69	-0.02 (0.04)	-0.09*** (0.03)	0.26*** (0.04)	-1034967.65*** (173880.49)	-0.09*** (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	-0.00 (0.03)	0.02 (0.02)	0.10*** (0.03)	-388210.28*** (140974.11)	0.03 (0.02)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.01 (0.04)	-0.05* (0.03)	0.02 (0.04)	50930.82 (170527.62)	0.03 (0.03)
Le Pen	-0.03 (0.04)	0.05* (0.03)	0.12*** (0.04)	-424213.63** (172344.55)	0.00 (0.03)
Fillon	-0.18*** (0.05)	0.11*** (0.03)	-0.10** (0.05)	373784.60* (212574.27)	0.03 (0.03)
Melenchon et Hamon	0.09** (0.04)	-0.05* (0.03)	0.18*** (0.04)	-714878.52*** (175155.36)	-0.07** (0.03)
Enfants	0.03 (0.03)	-0.03 (0.02)	0.00 (0.03)	-130962.87 (125982.68)	0.00 (0.02)
Etudes supérieures	-0.03 (0.03)	0.01 (0.02)	-0.05* (0.03)	253588.58** (120394.89)	0.03 (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.62	0.14	0.60	2620645.23	0.12
Observations	1476	1490	1489	1494	1491

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "62% de l'échantillon considère les inégalités de patrimoine en France comme un problème grave ou très grave". La part des sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des électeurs de Mélenchon ou Hamon est supérieure de 9 points de pourcentage à celle dans le groupe des électeurs de Macron.

La colonne (2) se lit: "14% de l'échantillon pense que les ménages les plus aisés paient plus ou bien plus que leur juste part d'impôt sur la fortune".

La colonne (3) se lit: "60% de l'échantillon est plutôt favorable ou très favorable à l'existence d'un impôt sur la fortune".

La colonne (4) se lit "En moyenne les sondés considèrent que l'impôt sur la fortune devrait s'appliquer au delà d'un seuil de 2620645€".

La colonne (5) se lit "12% de l'échantillon trouve juste ou très juste que le patrimoine immobilier soit imposé mais que les actifs financiers ne le soient pas".

3 Droits de succession

Cette section présente nos principaux résultats concernant les droits de succession. Plusieurs dimensions sont étudiées. La Table 5 indique les résultats sur les connaissances et perceptions qu'ont les répondants des droits de succession. La Table 6 expose les considérations relatives à l'équité de cet impôt. La Table 7 présente les opinions des répondants sur différentes modifications des droits de succession.

Comme pour le nouvel impôt sur la fortune, les connaissances que présentent les sondés sur les droits de succession sont plutôt faibles et leurs perceptions semblent surévaluer le poids de cet impôt dans la fiscalité française. Bien que sensibles aux inégalités liées à l'héritage, les sondés expriment paradoxalement un faible soutien pour cet impôt et semblent peu enclins à l'augmenter.

Ainsi, seulement 15% des sondés ont correctement estimé la tranche des recettes fiscales totales de l'État provenant des droits de succession, tous les autres l'ayant surestimée. Ils sont 26% à avoir correctement

estimé la part des ménages qui paient des droits de succession non nuls ainsi que la tranche du seuil à partir duquel les transmissions directes sont imposées. 43% de l'échantillon pense qu'il n'y a qu'un seul taux pour les transmissions directes, c'est-à-dire ne sait pas que les droits de succession sont un impôt progressif. Le taux le plus bas qui s'applique pour les successions directes (de 5% dans la réalité) est largement surestimé par les répondants. L'estimation moyenne donnée par l'échantillon est de 23,07%. De manière plus générale, ces résultats semblent indiquer une connaissance imprécise, voire parfois lacunaire, des caractéristiques des droits de succession.

Les sondés paraissent soucieux des inégalités liées à l'héritage. Seulement 15% de l'échantillon trouve juste ou très juste que les enfants issus de milieux riches aient accès à de meilleures écoles, soins médicaux, facilités que les enfants issus de milieux pauvres, mais ne semblent pas considérer les droits de successions (dont une des fonctions peut pourtant être la réduction des inégalités intergénérationnelles) comme étant un impôt juste. Ainsi, seulement 21% des répondants trouvent "juste" ou "très juste" que l'héritage de parents fortunés, qui ont beaucoup travaillé durant leur vie pour économiser pour leurs enfants, soit imposé. Et cela même si ces parents n'ont pas travaillé dur mais ont eux-mêmes hérité, puisque dans ce cas aussi seulement 31% de l'échantillon trouve juste que cet héritage soit imposé. Ainsi, l'origine de la fortune des parents n'impacte que dans des proportions limitées la perception des droits de succession. De plus, 52% de l'échantillon pense que des parents riches devraient être autorisés à transmettre toute leur fortune à leurs enfants. Seulement 31% de l'échantillon pense que les droits de succession devraient exister. Une majorité de sondés semblent ainsi remettre en cause le principe même d'imposition de l'héritage. Seuls 25% des répondants sont favorables ou très favorables à une augmentation des droits de succession sur la transmission de patrimoine d'une personne fortunée. Les répondants semblent accepter l'idée de plus de progressivité de cet impôt (54% sont favorables ou très favorables).

On peut repérer plusieurs tendances parmi les différentes catégories considérées. Le genre des répondants affecte légèrement les réponses liées aux connaissances, dans un sens comme dans l'autre. Le taux d'estimation correcte pour la part des recettes fiscales provenant des droits de succession est de 13% pour les femmes (19% chez les hommes). De même, la tranche du seuil de richesse au-delà duquel s'applique les droits de succession (en transmission direct) est correctement identifiée par 23% des femmes (contre 32% des hommes). En revanche, la part des femmes qui pensent que le taux d'impôt sur les successions directe est unique (ce qu'il n'est pas en réalité) est de 8 points inférieur à celle des hommes. Par ailleurs, si on prend en compte les classes d'âge, le taux de mauvaise réponse chez les 50-69 ans est inférieur de 18 points à celui des 17-29 ans. Enfin, on peut noter une certaine homogénéité des réponses sur les questions d'équité et sur les opinions relatives aux droits de succession, bien que, là encore, des différences existent selon l'affiliation politique. Ainsi, 37% des électeurs Macron pensent qu'il devrait y avoir un impôt sur les héritages, là où 24% des électeurs Le Pen et 25% des électeurs Fillon y sont favorables.

TABLE 5: CONNAISSANCE DES DROITS DE SUCCESSION

	% des recettes fiscales totales provenant des droits de succession (1)	% de ménages qui paient droits de succession non nul (2)	Seuil de richesse pour la transmission directe, sans impôts (3)	Il y a un taux unique (4)	Taux le plus bas qui s'applique sur successions directes (5)	↑ droits de succession aurait un impact positif sur l'économie (6)
Femme	-0.06*** (0.02)	0.01 (0.02)	-0.09*** (0.02)	-0.08*** (0.03)	-1.51 (1.07)	-0.01 (0.02)
Age 30-49	0.04 (0.03)	-0.04 (0.03)	-0.11*** (0.03)	-0.01 (0.04)	-8.20*** (1.50)	0.00 (0.02)
Age 50-69	0.06** (0.03)	-0.02 (0.04)	-0.05 (0.04)	-0.18*** (0.04)	-11.86*** (1.62)	0.00 (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.02)	0.01 (0.03)	0.07** (0.03)	-0.02 (0.03)	-2.30* (1.31)	0.01 (0.02)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.03 (0.03)	-0.02 (0.04)	0.12*** (0.03)	0.04 (0.04)	-1.57 (1.58)	-0.00 (0.03)
Le Pen	-0.04 (0.03)	-0.03 (0.04)	-0.04 (0.04)	0.15*** (0.04)	-0.68 (1.59)	0.02 (0.03)
Fillon	0.08** (0.04)	0.04 (0.04)	-0.02 (0.04)	0.05 (0.05)	-2.57 (1.95)	-0.04 (0.03)
Melenchon et Hamon	-0.00 (0.03)	-0.05 (0.04)	-0.01 (0.04)	-0.01 (0.04)	-1.61 (1.63)	0.03 (0.03)
Enfants	-0.03 (0.02)	0.04 (0.03)	0.04 (0.03)	0.02 (0.03)	4.21*** (1.17)	-0.02 (0.02)
Etudes supérieures	-0.00 (0.02)	0.00 (0.03)	0.04* (0.02)	-0.01 (0.03)	-3.67*** (1.12)	-0.01 (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.15	0.26	0.26	0.43	23.07	0.12
Observations	1494	1494	1494	1483	1454	1488

Note: La table indique la moyenne des résultats, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture: La colonne (1) se lit: "15% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette de la part des recettes fiscales provenant des droits de succession". Le taux de bonnes réponses à cette question du groupe des femmes est inférieur de 6 points de pourcentage à celui du groupe des hommes.

La colonne (2) se lit: "26% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette de la part des ménages qui paient des droits de succession non nul".

La colonne (3) se lit: "26% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette du seuil en dessous duquel la transmission directe n'est pas soumise aux droits de succession".

La colonne (4) se lit: "43% de l'échantillon pense qu'il y a taux unique de droits de succession".

La colonne (5) se lit: "En moyenne, les sondés pensent que le taux le plus bas qui s'applique sur les successions directes est de 23.07%".

La colonne (6) se lit: "12% de l'échantillon pense qu'une hausse des droits de succession aurait un impact positif sur l'économie en France".

TABLE 6: ÉQUITÉ DES DROITS DE SUCCESSION

	Juste que l'héritage de parents fortunés, qui ont beaucoup travaillé, soit imposé (1)	Juste que l'héritage de parents fortunés, qui ont eux-même hérité soit imposé (2)	Juste que les enfants riches aient accès à de meilleures facilités par rapport aux enfants pauvres (3)	Les parents riches devraient être autorisés à transmettre toute leur fortune à leurs enfants (4)
Femme	-0.04* (0.02)	-0.05** (0.03)	-0.05** (0.02)	0.04 (0.03)
Age 30-49	0.00 (0.03)	-0.03 (0.04)	-0.11*** (0.03)	0.02 (0.04)
Age 50-69	0.06* (0.03)	0.06 (0.04)	-0.15*** (0.03)	-0.09** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.03 (0.03)	0.03 (0.03)	-0.01 (0.02)	0.05 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.06* (0.03)	0.05 (0.04)	-0.00 (0.03)	0.05 (0.04)
Le Pen	-0.08** (0.03)	-0.08** (0.04)	0.03 (0.03)	0.04 (0.04)
Fillon	0.00 (0.04)	-0.02 (0.05)	0.02 (0.04)	0.13** (0.05)
Melenchon et Hamon	0.04 (0.03)	0.01 (0.04)	-0.09*** (0.03)	-0.04 (0.04)
Enfants	-0.02 (0.02)	0.01 (0.03)	0.05** (0.02)	0.03 (0.03)
Etudes supérieures	-0.01 (0.02)	0.01 (0.03)	0.01 (0.02)	0.06** (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.21	0.31	0.15	0.52
Observations	1492	1484	1487	1480

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "21% de l'échantillon trouve juste ou très juste que l'héritage de parents fortunés, qui ont beaucoup travaillé, soit imposé". La part des sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des personnes ayant un revenu supérieur à 60K€ est supérieure de 6 points de pourcentage à celle dans le groupe des personnes ayant un revenu inférieur à 20K€.

La colonne (2) se lit "31% de l'échantillon trouve juste ou très juste que l'héritage de parents fortunés, qui ont eux-mêmes hérité soit imposé".

La colonne (3) se lit "15% de l'échantillon trouve juste ou très juste que les enfants nés dans des familles riches aient accès à de meilleures écoles, soins médicaux, facilités que ceux nés dans des familles moins riches".

La colonne (4) se lit "52% de l'échantillon pense que les parents riches devraient être autorisés à transmettre toute leur fortune à leurs enfants".

TABLE 7: OPINIONS SUR LES POLITIQUES DES DES DROITS DE SUCCESSION

	Favorable à ↑ des droits de succession (1)	Les droits de succession devraient être rendus plus progressifs (2)	Taxe sur l'héritage devrait exister (3)	Montant de biens chaque parent devrait pouvoir transmettre sans payer d'impôts (4)
Femme	-0.07*** (0.02)	-0.00 (0.03)	-0.17*** (0.03)	114442.34*** (21972.43)
Age 30-49	-0.03 (0.03)	0.07* (0.04)	-0.04 (0.04)	52859.04* (30568.38)
Age 50-69	0.02 (0.04)	0.28*** (0.04)	-0.03 (0.04)	105465.16*** (33165.93)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.03)	0.13*** (0.03)	-0.04 (0.03)	41392.18 (26889.37)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.01 (0.03)	0.05 (0.04)	0.01 (0.04)	7882.62 (32526.40)
Le Pen	-0.10*** (0.04)	-0.07* (0.04)	-0.13*** (0.04)	75878.55** (32872.96)
Fillon	-0.10** (0.04)	-0.15*** (0.05)	-0.12*** (0.05)	72446.66* (40546.37)
Melenchon et Hamon	0.01 (0.04)	-0.00 (0.04)	0.00 (0.04)	-22471.09 (33409.09)
Enfants	0.04 (0.03)	0.03 (0.03)	0.06** (0.03)	-50728.84** (24029.91)
Etudes supérieures	-0.04 (0.02)	-0.00 (0.03)	0.00 (0.03)	17862.06 (22964.09)
Moyenne de l'échantillon	0.25	0.54	0.31	733651.63
Observations	1489	1487	1418	1494

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

La colonne (1) se lit: "25% de l'échantillon est plutôt favorable ou très favorable à une augmentation des droits de succession sur la transmission de patrimoine d'une personne fortunée". La part des sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des électeurs de Le Pen est inférieure de 10 points de pourcentage à celle dans le groupe des électeurs de Macron.

La colonne (2) se lit: "54% de l'échantillon est plutôt d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que les droits de successions devraient être rendus plus progressifs".

La colonne (3) se lit: "31% de l'échantillon pense qu'une taxe sur l'héritage devrait exister".

La colonne (4) se lit: "En moyenne, les sondés considèrent qu'un montant de 733651€ devrait pouvoir être transmis sans payer d'impôts".

4 Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)

Cette section présente nos principaux résultats concernant la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée). Plusieurs dimensions sont étudiées : la Table 8 établit les résultats sur les connaissances et perceptions qu’ont les répondants de cette taxe. La Table 9 expose les considérations relatives à l’équité de la TVA.

Les sondés présentent un degré de connaissances et de compréhension de la TVA relativement plus élevé que pour les autres impôts. La TVA semble peser un poids important dans le quotidien des répondants mais ne leur apparaît pas comme étant un impôt juste.

Seulement 20% des répondants ont correctement estimé la tranche des recettes fiscales totales provenant de la TVA. La plupart des répondants ont indiqué une part de TVA dans les recettes fiscales inférieure à la réalité, ce qui semble montrer une sous-estimation du poids de la TVA dans le système fiscal français. Cependant, les répondants connaissent assez précisément le taux normal de la TVA, l’estimation moyenne donnée par les répondants est de 20,72%, le véritable taux étant de 20%. Cette précision peut en partie s’expliquer par le fait que presque la moitié de l’échantillon (45%) déclare penser “souvent” ou “systématiquement” à la TVA lors de leurs achats. Les sondés sont conscients, bien qu’à des degrés divers, de la présence et du poids de la TVA dans leur vie quotidienne (mais beaucoup moins pour les comptes publics).

En termes d’équité, seulement 19% des répondants pensent que la TVA est un impôt “juste” ou “très juste”, bien qu’ils ne soient que 18% à estimer que les personnes à faibles revenus paient une part plus élevée de leurs revenus en TVA.

11% des sondés pensent qu’une augmentation de la TVA aurait un impact positif sur l’activité économique (27% pense que cela n’aurait pas d’impact, 62% pense que cela aurait un impact négatif).

L’âge des répondants affecte certaines réponses. Par exemple, la connaissance du poids de la TVA dans les recettes fiscales de l’État semble augmenter avec l’âge: le taux de bonne réponse à cette question chez les 50-69 ans est de 29%, un chiffre plus élevé que chez les 30-49 ans (20%) et *a fortiori* chez les 17-29 ans (10%).

TABLE 8: CONNAISSANCE DE LA TVA

	% des recettes fiscales totales provenant des la TVA (1)	Taux de TVA normal (2)	Faibles revenus paient une part plus élevée en TVA (3)	↑ TVA aurait un impact positif sur l'économie (4)
Femme	-0.02 (0.02)	-1.60** (0.79)	-0.03 (0.02)	0.00 (0.02)
Age 30-49	0.09*** (0.03)	-5.84*** (1.11)	0.03 (0.03)	-0.08*** (0.02)
Age 50-69	0.19*** (0.03)	-7.15*** (1.20)	0.10*** (0.03)	-0.10*** (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.04 (0.03)	-1.58 (0.97)	0.02 (0.03)	-0.01 (0.02)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.03 (0.03)	-0.12 (1.18)	0.02 (0.03)	-0.03 (0.03)
Le Pen	-0.01 (0.03)	-0.07 (1.18)	-0.01 (0.03)	-0.00 (0.03)
Fillon	0.11*** (0.04)	-0.72 (1.45)	0.03 (0.04)	0.01 (0.03)
Melenchon et Hamon	0.00 (0.03)	-0.47 (1.21)	0.04 (0.03)	-0.02 (0.03)
Enfants	-0.05** (0.02)	1.68* (0.87)	-0.03 (0.02)	0.04** (0.02)
Etudes supérieures	0.06*** (0.02)	-1.45* (0.83)	0.09*** (0.02)	0.01 (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.20	20.72	0.18	0.11
Observations	1494	1454	1489	1488

Note: La table indique la moyenne des résultats, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieures'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture: La colonne (1) se lit: "20% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette de la part des recettes fiscales provenant de la T.V.A.". Le taux de bonnes réponses à cette question du groupe des 30-49 ans est supérieur de 9 points de pourcentage à celui du groupe des 17-29 ans.

La colonne (2) se lit: "En moyenne, les sondés pensent que le taux de T.V.A. normal est de 20.72%".

La colonne (3) se lit: "18% de l'échantillon pense que les personnes à faibles revenus paient une part moins élevée de leur revenu en T.V.A.".

La colonne (4) se lit: "11% de l'échantillon pense qu'une hausse de la T.V.A. aurait un impact positif sur l'économie".

TABLE 9: ÉQUITÉ DE LA TVA

	Conscient de payer la TVA (1)	La TVA est une taxe juste (2)
Femme	-0.05** (0.03)	-0.07*** (0.02)
Age 30-49	-0.02 (0.04)	-0.09*** (0.03)
Age 50-69	0.04 (0.04)	-0.11*** (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	-0.01 (0.03)	0.04 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.00 (0.04)	0.11*** (0.03)
Le Pen	0.09** (0.04)	-0.01 (0.03)
Fillon	0.16*** (0.05)	0.13*** (0.04)
Melenchon et Hamon	0.10** (0.04)	-0.02 (0.03)
Enfants	-0.00 (0.03)	0.04* (0.02)
Etudes supérieures	-0.01 (0.03)	0.04* (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.45	0.19
Observations	1490	1488

Note: La table indique la moyenne des résultats, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieures'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "45% de l'échantillon déclare penser à la T.V.A. la plupart du temps ou a chaque achat". La part des sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des électeurs de Fillon est supérieure de 16 points de pourcentage à celle dans le groupe des électeurs de Macron.

La colonne (2) se lit: "19% de l'échantillon considère la T.V.A. comme une taxe plutôt juste ou très juste".

5 Impôt sur les sociétés

Cette section présente nos principaux résultats concernant l'impôt sur les sociétés. Plusieurs dimensions sont étudiées, la Table 10 présente les résultats sur les connaissances et perceptions qu'ont les répondants de cet impôt. La Table 11 expose les considérations relatives à l'équité de l'impôt sur les sociétés. La Table 12 présente les opinions des répondants sur des hausses de l'impôt sur les sociétés.

Les connaissances des répondants sur cet impôt sont relativement meilleures que pour les autres impôts. Ils ne considèrent généralement pas qu'une augmentation de cet impôt serait bénéfique pour l'activité économique. Leur position en matière d'équité dépendent de la nature de l'entreprise à laquelle s'applique l'impôt. Il en va de même pour leur position sur une éventuelle hausse de cet impôt. Ces résultats suggèrent un certain support pour une fiscalité différenciée selon le type d'entreprise, avec notamment une charge plus légère pour les PME.

Bien que seulement 33% des répondants ont correctement estimé la tranche des recettes fiscales totales qui proviennent de l'impôt sur les sociétés, les sondés ont une perception assez précise du taux d'impôt sur les sociétés, leur estimation moyenne est de 25,24%, le véritable taux étant de 31% actuellement et sera de 25% en 2022. Les répondants sont minoritaires à penser qu'une hausse de cet impôt aurait un effet bénéfique sur l'activité économique, bien que leurs perceptions dépendent de certaines caractéristiques de l'entreprise considérée. Ainsi, seulement 10% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'impôt sur les PME aurait un effet positif sur l'activité économique, une proportion qui monte à 22% pour les grands groupes, et 34% sur les entreprises étrangère implantées en France. On relève également de très fortes différences d'opinion des sondés quant à l'équité de l'imposition des entreprises : si seulement 14% des répondants pensent que les grandes entreprises françaises et en France paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt (et 11% lorsqu'on considère les entreprises étrangères installées en France), ce chiffre monte à 42% de l'échantillon lorsque la même question est posée au sujet des PME. De manière cohérente, les répondants ne sont que 11% à penser que les impôts sur les PME devraient être augmentés, 33% à penser que les impôts sur les grandes entreprises devraient être augmentées. Cette part monte à 57% lorsqu'il s'agit des entreprises étrangères installées en France. Il peut notamment être intéressant de relier le sentiment d'injustice fiscale à l'égard des groupes étrangers aux travaux en cours au sein de l'OCDE sur la taxation des multinationales (Piliers 1 et 2, cf. rapport principal) Enfin, les réponses sont assez homogènes parmi les différents groupes de répondants.

TABLE 10: CONNAISSANCE DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS)

	% des recettes fiscales totales provenant de l'impôt sur les sociétés (1)	Taux d'impôt sur les sociétés (2)	↑ IS sur grandes entreprises aurait un impact positif sur l'économie (3)	↑ IS sur les PME aurait un impact positif sur l'économie (4)	↑ IS sur les entreprises étrangères aurait un impact positif sur l'économie (5)
Femme	-0.01 (0.03)	-1.30 (0.91)	0.06*** (0.02)	-0.01 (0.02)	0.07*** (0.03)
Age 30-49	0.02 (0.04)	-5.86*** (1.29)	-0.00 (0.03)	-0.02 (0.02)	0.02 (0.04)
Age 50-69	0.02 (0.04)	-4.81*** (1.38)	0.01 (0.03)	-0.06** (0.02)	0.10*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.07** (0.03)	-0.55 (1.12)	0.05* (0.03)	0.00 (0.02)	0.07** (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.05 (0.04)	1.82 (1.36)	0.01 (0.03)	-0.02 (0.02)	-0.01 (0.04)
Le Pen	-0.04 (0.04)	0.44 (1.35)	0.03 (0.03)	0.02 (0.02)	0.07* (0.04)
Fillon	0.02 (0.05)	1.56 (1.68)	-0.04 (0.04)	-0.01 (0.03)	-0.03 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.02 (0.04)	0.17 (1.39)	0.11*** (0.03)	0.02 (0.02)	0.08** (0.04)
Enfants	-0.02 (0.03)	0.45 (1.00)	-0.02 (0.02)	0.01 (0.02)	-0.00 (0.03)
Etudes supérieures	0.01 (0.03)	-0.49 (0.96)	-0.03 (0.02)	-0.00 (0.02)	0.01 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.33	25.24	0.22	0.10	0.34
Observations	1494	1423	1488	1488	1485

Note: La table indique la moyenne des résultats, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture: La colonne (1) se lit: "33% de l'échantillon a correctement estimé la fourchette de la part des recettes fiscales provenant de l'impôt sur les sociétés". La colonne (2) se lit: "En moyenne, les sondés pensent que le taux d'impôt sur les sociétés est de 25.24%".

La colonne (3) se lit: "22% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'impôt sur les grandes entreprises aurait un impact positif sur l'économie en France".

La colonne (4) se lit: "10% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'impôt sur les PME aurait un impact positif sur l'économie en France".

La colonne (5) se lit: "34% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'impôt sur les entreprises étrangères aurait un impact positif sur l'économie en France".

TABLE 11: ÉQUITÉ DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS)

	Grandes entreprises françaises (1)	Entreprises étrangères implantées en France (2)	Petites et moyennes entreprises (PME) françaises (3)
Femme	0.03 (0.02)	-0.02 (0.02)	-0.01 (0.03)
Age 30-49	-0.06** (0.03)	-0.14*** (0.02)	-0.02 (0.04)
Age 50-69	-0.07** (0.03)	-0.18*** (0.03)	0.07* (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	-0.01 (0.02)	0.00 (0.02)	0.05 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.03 (0.03)	0.04* (0.03)	0.04 (0.04)
Le Pen	0.06** (0.03)	0.04 (0.03)	0.06 (0.04)
Fillon	0.06* (0.03)	-0.00 (0.03)	0.14*** (0.05)
Melenchon et Hamon	-0.03 (0.03)	0.03 (0.03)	0.08** (0.04)
Enfants	-0.00 (0.02)	0.02 (0.02)	-0.04 (0.03)
Etudes supérieures	0.04** (0.02)	0.02 (0.02)	0.01 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.14	0.11	0.42
Observations	1485	1483	1483

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieures'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "14% de l'échantillon pense que les grandes entreprises françaises paient trop ou beaucoup trop d'impôt sur les sociétés". La part des sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des électeurs de Le Pen est supérieure de 6 points de pourcentage à celle dans le groupe des électeurs de Macron.

La colonne (2) se lit: "11% de l'échantillon pense que les entreprises étrangères implantées en France paient trop ou beaucoup trop d'impôt sur les sociétés".

La colonne (3) se lit: "42% de l'échantillon pense que les PME françaises paient trop ou beaucoup trop d'impôt sur les sociétés".

TABLE 12: L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS SUIVANTES DEVRAIT ÊTRE AUGMENTÉ

	Grandes entreprises françaises (1)	Entreprises étrangères implantées en France (2)	Petites et moyennes entreprises (PME) françaises (3)	Entreprises fournissant des produits et services digitaux (4)
Femme	-0.04 (0.03)	0.04 (0.03)	-0.05*** (0.02)	-0.05** (0.02)
Age 30-49	0.06* (0.04)	0.10*** (0.04)	-0.07*** (0.02)	0.11*** (0.03)
Age 50-69	0.13*** (0.04)	0.22*** (0.04)	-0.12*** (0.02)	0.16*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.03 (0.03)	0.12*** (0.03)	-0.01 (0.02)	0.04 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.03 (0.04)	0.04 (0.04)	0.01 (0.02)	0.03 (0.04)
Le Pen	0.04 (0.04)	0.02 (0.04)	-0.04* (0.02)	-0.03 (0.04)
Fillon	-0.01 (0.05)	0.03 (0.05)	-0.03 (0.03)	0.01 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.16*** (0.04)	0.15*** (0.04)	-0.04 (0.03)	0.03 (0.04)
Enfants	-0.02 (0.03)	-0.03 (0.03)	0.03 (0.02)	-0.01 (0.03)
Etudes supérieures	-0.03 (0.03)	-0.04 (0.03)	0.00 (0.02)	0.03 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.33	0.57	0.11	0.31
Observations	1494	1494	1494	1494

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "33% de l'échantillon considère que l'I.S. pour les grandes entreprises françaises devrait être augmenté ou fortement augmenté". La part des sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des 50-69 ans est supérieure de 13 points de pourcentage à celle dans le groupe des 17-29 ans.

La colonne (2) se lit: "57% de l'échantillon considère que l'I.S. pour les entreprises étrangères implantées en France devrait être augmenté ou fortement augmenté".

La colonne (3) se lit: "11% de l'échantillon considère que l'I.S. pour les PME françaises devrait être augmenté ou fortement augmenté".

La colonne (4) se lit: "31% de l'échantillon considère que l'I.S. pour les entreprises fournissant des produits et services digitaux devrait être augmenté ou fortement augmenté".

6 Éducation

Cette section présente nos principaux résultats concernant l'éducation. Plusieurs dimensions sont étudiées. La Table 13 établit les résultats sur les connaissances et perceptions qu'ont les répondants du système éducatif. La Table 14 expose les considérations relatives à l'équité du système éducatif français. La Table 15 et la Figure 5 présentent les opinions des répondants sur les politiques liées à l'éducation.

Les répondants présentent de connaissances plutôt précises du système éducatif. Ils perçoivent le système éducatif français comme relativement peu performant par rapport aux pays de l'Union Européenne. Ils sont concernés par les inégalités liées à l'éducation.

Les répondants ont estimé que 68,26% des personnes nées en 1990 ont obtenu leur baccalauréat, la véritable proportion étant de 64% pour cette génération. Leur estimation moyenne pour le taux d'obtention

de diplôme de l'enseignement supérieur est de 55,18%, le véritable taux étant de 47%. Ces estimations démontrent une perception assez précise du niveau général de qualifications de la population.

Seulement 10% de l'échantillon pense que les performances académiques des étudiants français sont supérieures à celles des autres pays de l'UE (par contraste environ les deux tiers des répondants considèrent que les étudiants français ont des performances similaires aux autres pays de l'UE, et environ un quart qu'ils ont des performances inférieures).

L'inégalité des chances est considérée comme un problème "sérieux" ou "très sérieux" par 71% des répondants. Seulement 31% de l'échantillon considère que tous les enfants ont accès à un enseignement de qualité égale. Ils sont également 31% à considérer que des enfants ayant des parcours scolaires similaires mais provenant de milieux différents peuvent accéder à des emplois similaires. Les sondés semblent ainsi percevoir le système éducatif français comme inégalitaire. Malgré ces résultats, seule une minorité des répondants (39%) est favorable à une augmentation des dépenses publiques dans l'enseignement scolaire. Le soutien à l'augmentation des dépenses publiques ne varie que très faiblement (37%) lorsque cette dernière est ciblée sur des zones défavorisées. De plus, seule une minorité (34%) des répondants est "favorable" ou "fortement favorable" à l'idée de prendre en compte des éléments socio-économiques des candidats aux concours de l'enseignement supérieur. Lorsqu'ils doivent choisir à quel niveau d'éducation devraient être allouées en priorité des dépenses supplémentaires, 26% des répondants choisissent les écoles primaires et 22% les universités. Enfin, 59% de l'échantillon se déclare "favorable" ou "fortement favorable" aux programmes de formations en alternance, un soutien relativement important compte tenu de la relative sous-utilisation de ce type de dispositif en France par rapport à d'autres pays européens.

Les réponses sont assez homogènes parmi les différents groupes de répondants. Là encore, une différence peut être relevée selon l'affiliation politique, les électeurs Mélenchon-Hamon étant plus favorables à une hausse des dépenses publiques d'éducation que les électeurs Fillon ou Le Pen.

TABLE 13: POURCENTAGE DES PERSONNES NÉES EN FRANCE EN 1990 QUI A OBTENU:

	Diplôme du baccalauréat (1)	Diplôme d'enseignement supérieur (2)
Femme	0.32 (1.07)	1.27 (1.13)
Age 30-49	5.10*** (1.48)	3.04* (1.57)
Age 50-69	9.80*** (1.61)	0.33 (1.70)
Revenu moyen (20K€-60K€)	4.65*** (1.30)	2.24 (1.38)
Revenu élevé (plus de 60K€)	2.96* (1.58)	2.07 (1.67)
Le Pen	-0.89 (1.59)	-1.42 (1.69)
Fillon	4.06** (1.97)	-1.32 (2.09)
Melenchon et Hamon	-0.22 (1.62)	-3.50** (1.72)
Enfants	-1.15 (1.17)	-0.02 (1.24)
Etudes supérieures	2.10* (1.11)	0.43 (1.18)
Moyenne de l'échantillon	68.26	55.18
Observations	1491	1489

Note: La table indique la moyenne des résultats, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieures'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "En moyenne, les sondés pensent que 68.26% des personnes nées en France en 1990 détiennent de diplôme du baccalauréat". Cette estimation moyenne, dans le groupe des 30-49 ans, est supérieure de 5.10 points de pourcentage à celle du groupe des 17-29 ans.

La colonne (2) se lit: "En moyenne, les sondés pensent que 55.18% des personnes nées en France en 1990 détiennent un diplôme de l'enseignement supérieur".

TABLE 14: ÉQUITÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF FRANÇAIS

	Inégalité des chances un problème en France	Tous les enfants ont accès à un enseignement scolaire de qualité égale	Par rapport à l'UE les étudiants français ont performances académiques supérieures	Par rapport à l'UE, les étudiants français issus de familles pauvres ont performances académiques supérieures	Les enfants avec parcours scolaires similaires et milieux différents peuvent accéder à emplois similaires
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Femme	0.04* (0.02)	-0.01 (0.02)	-0.00 (0.02)	-0.02 (0.02)	0.02 (0.02)
Age 30-49	0.02 (0.03)	-0.04 (0.03)	-0.04* (0.02)	-0.06** (0.03)	-0.03 (0.03)
Age 50-69	0.08** (0.04)	0.03 (0.04)	-0.05** (0.02)	-0.12*** (0.03)	0.04 (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.03)	0.04 (0.03)	0.00 (0.02)	0.00 (0.03)	0.06* (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.01 (0.04)	0.03 (0.04)	0.05* (0.02)	0.02 (0.03)	0.05 (0.04)
Le Pen	-0.03 (0.04)	0.02 (0.04)	-0.01 (0.02)	-0.05 (0.03)	0.03 (0.04)
Fillon	-0.20*** (0.04)	0.11** (0.05)	-0.02 (0.03)	0.04 (0.04)	0.17*** (0.05)
Melenchon et Hamon	0.13*** (0.04)	-0.07* (0.04)	0.03 (0.03)	-0.02 (0.03)	-0.06 (0.04)
Enfants	0.01 (0.03)	0.06** (0.03)	-0.00 (0.02)	0.06** (0.02)	0.07*** (0.03)
Etudes supérieures	-0.02 (0.03)	0.06** (0.03)	0.02 (0.02)	0.04** (0.02)	0.05* (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.71	0.31	0.10	0.18	0.31
Observations	1480	1489	1489	1487.	1490

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "71% de l'échantillon est plutôt d'accord ou fortement d'accord pour dire que l'inégalité des chances est un problème en France". La part des sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des électeurs de Fillon est inférieure de 20 points de pourcentage à celle dans le groupe des électeurs de Macron.

La colonne (2) se lit: "31% de l'échantillon est plutôt d'accord ou fortement d'accord pour dire que les enfants ont accès à un enseignement scolaire de qualité égale, indépendamment du milieu économique d'origine".

La colonne (3) se lit: "10% de l'échantillon pense que par rapport aux pays de l'Union Européenne, les étudiants français ont des performances académiques supérieures".

La colonne (4) se lit: "18% de l'échantillon pense que par rapport aux pays de l'Union Européenne, les étudiants français issus de familles pauvres ont plus de chance de réussir à l'école".

La colonne (5) se lit: "31% de l'échantillon est plutôt d'accord ou fortement d'accord pour dire que les enfants issus de parcours scolaires similaires mais de milieux économiques différents peuvent accéder à des emplois similaires".

TABLE 15: OPINIONS SUR LES POLITIQUES DU SYSTÈME ÉDUCATIF

	Favorable à ↑ dépenses d'enseignement scolaire (1)	Dépenses publiques d'enseignement plus élevées dans les zones les plus pauvres (2)	Éléments socio-économique des candidats aux concours de l'enseignement supérieur devraient être pris en compte (3)	Favorable à offrir davantage de formations en alternance (4)
Femme	-0.01 (0.03)	-0.03 (0.03)	-0.02 (0.03)	0.06** (0.03)
Age 30-49	0.03 (0.04)	0.01 (0.04)	-0.04 (0.04)	0.12*** (0.04)
Age 50-69	0.08** (0.04)	0.13*** (0.04)	0.06 (0.04)	0.36*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.04 (0.03)	0.05* (0.03)	0.05 (0.03)	0.13*** (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.02 (0.04)	0.01 (0.04)	0.01 (0.04)	0.04 (0.04)
Le Pen	-0.07* (0.04)	-0.10*** (0.04)	0.00 (0.04)	-0.06 (0.04)
Fillon	-0.06 (0.05)	-0.17*** (0.05)	-0.12** (0.05)	0.05 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.08** (0.04)	0.07* (0.04)	-0.00 (0.04)	0.06 (0.04)
Enfants	0.06** (0.03)	-0.00 (0.03)	0.00 (0.03)	-0.02 (0.03)
Etudes supérieures	0.05* (0.03)	0.03 (0.03)	0.01 (0.03)	0.07*** (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.39	0.37	0.34	0.59
Observations	1487	1487	1488	1484

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€)', 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

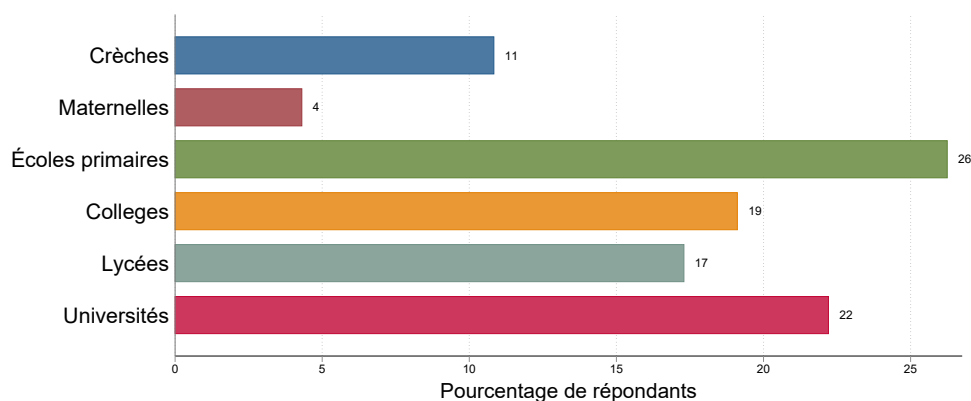
La colonne (1) se lit: "39% de l'échantillon est plutôt favorable ou très favorable à une augmentation des dépenses totales d'enseignement scolaires en France". La part des sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des personnes ayant des enfants est supérieure de 6 points de pourcentages à celle dans le groupe des personnes n'ayant pas d'enfants.

La colonne (2) se lit: "37% de l'échantillon est plutôt favorable ou très favorable à ce que les dépenses publiques d'enseignement scolaire par étudiant soient plus élevées dans les zones les plus pauvres".

La colonne (3) se lit: "34% de l'échantillon est plutôt favorable ou très favorable à ce que des éléments socio-économique au sujet des candidats soient pris en compte aux concours de l'enseignement supérieur".

La colonne (4) se lit: "59% de l'échantillon est plutôt favorable ou très favorable à ce que davantage de formations en alternance soient proposées".

FIGURE 5: JE PENSE QUE DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES DEVRAIENT ÊTRE ALLOUÉES EN PRIORITÉ AUX:



Note: Ce graphique représente, pour chaque niveau scolaire, la part des sondés qui pensent que des dépenses supplémentaires devrait leur être alloué en priorité. Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100.

Lecture: "11% des sondés pensent que des dépenses supplémentaires devraient être en priorité allouées aux crèches".

7 Questions Générales

Cette section présente nos résultats sur le système fiscal français en général. Les Figures 7, 8, 9 et 10 présentent les connaissances des répondants sur le système fiscal français. Les Figures 6 et 11 et la Table 19 exposent les considérations des répondants relative au système fiscal. Les Tables 16, 17 et 18 présentent les résultats liés aux questions d'équité du système fiscal français.

Les connaissances présentées par les répondants sur le système fiscal français dans sa généralité demeurent très hétérogènes, même si elles sont en moyenne un peu plus importantes que celles sur les impôts pris séparément. Les répondants considèrent le système fiscal français comme injuste. L'évasion fiscale semble représenter un problème important aux yeux des répondants.

54% de l'échantillon identifie correctement l'impôt qui génère le plus de recettes fiscales en France, à savoir la TVA. 38% de l'échantillon estime correctement la tranche de la richesse totale produite en France chaque année qui est prélevée sous forme d'impôts, de taxe ou de cotisations sociales. Les répondants ont conscience que la France possède des niveaux de prélèvements obligatoires (rapportés au PIB) supérieurs aux autres pays européens, même s'ils ne connaissent pas forcément la position exacte de la France: lorsqu'on demande aux sondés de 'classer' la France par rapport aux 27 autres pays de l'UE en fonction du niveau de prélèvements obligatoires, les deux tiers de l'échantillon placent la France dans les 5 pays au niveau de prélèvements obligatoires les plus élevés et un quart des sondés placent la France en première position (ce qui est correct).

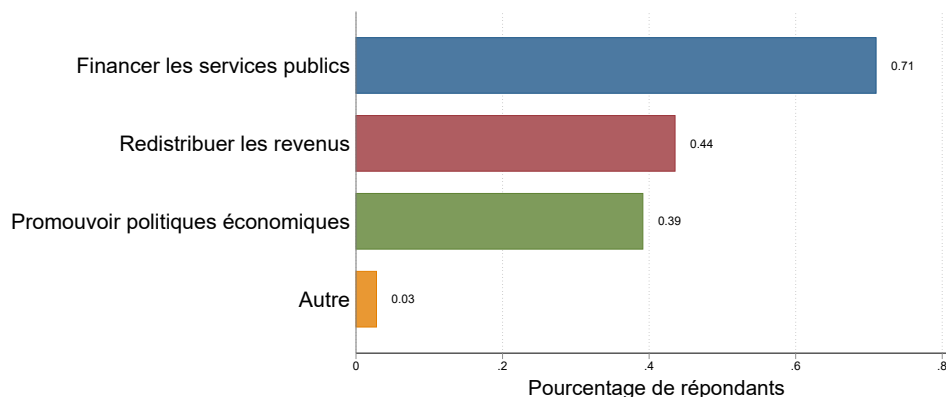
Le sentiment de justice des sondés à l'égard du système fiscal est faible. 12% des répondants considèrent que le système fiscal français est "juste" ou "très juste". 61% pensent que de nombreuses personnes reçoivent des aides publiques sans les mériter et 48% des répondants considèrent qu'ils paient trop d'impôts par rapport aux services publics dont ils bénéficient. L'impôt sur le revenu et les droits de succession rencontrent particulièrement peu d'adhésion, avec respectivement 22% et 16% des répondants qui considèrent ces impôts comme "justes" ou "très justes". Cette proportion augmente avec l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur la fortune avec respectivement 37% et 42% des répondants qui considèrent ces impôts comme "justes" ou "très justes". L'impôt sur la fortune serait l'instrument privilégié de 48% des répondants s'ils devaient financer une hausse des dépenses publiques sans augmenter la dette publique.

L'évasion fiscale apparaît comme problématique aux yeux des répondants. Lorsqu'elle est du fait des personnes à haut revenus, 65% des répondants considèrent qu'il s'agit d'un problème "sérieux" ou "très sérieux".

Si l'évasion fiscale vient d'une grande entreprise française, 62% des répondants considèrent qu'il s'agit d'un problème "sérieux" ou "très sérieux". Un résultat très proche est obtenu lorsqu'on pose la même question au sujet des entreprises étrangères implantées en France.

De manière générale, les répondants sont peu nombreux à exprimer s'intéresser beaucoup aux questions fiscales, 22% de l'échantillon. Ils sont 34% à penser que la politique fiscale a des effets directs importants sur leur vie. Il est possible que ce désintérêt exprimé soit une des raisons de l'imprécision des connaissances de certains impôts et mécanismes fiscaux.

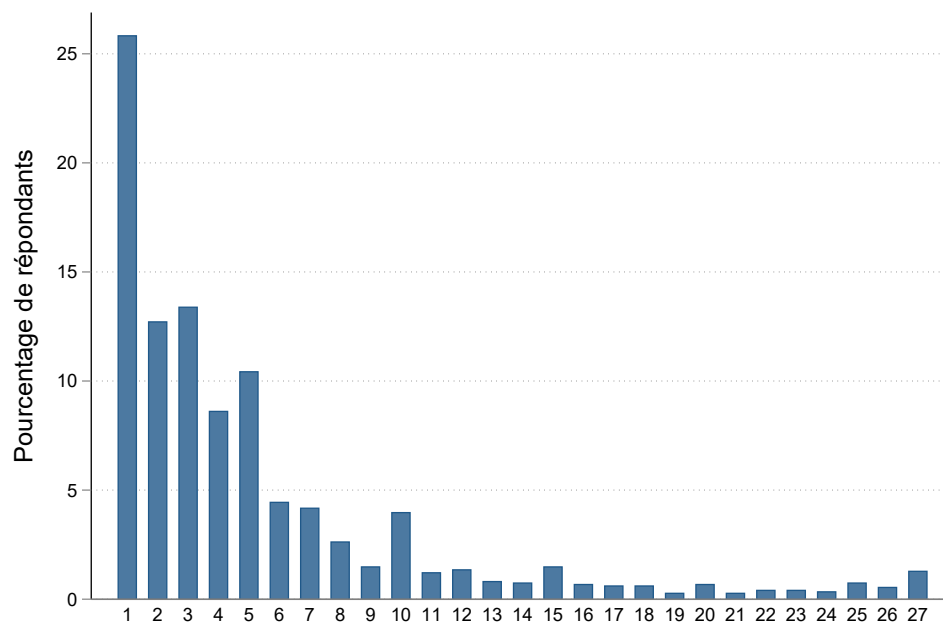
FIGURE 6: LES OBJECTIFS PRINCIPAUX QUE LES IMPÔTS DEVRAIENT SERVIR SONT:



Note: Ce graphique représente, pour chaque objectif, la part des répondants qui pensent que les impôts devraient servir cet objectif. Les réponses n'étant pas mutuellement exclusives, la somme des barres est supérieure à 1.

Lecture: "71% des répondants pensent que les impôts devraient servir à financer les services publics".

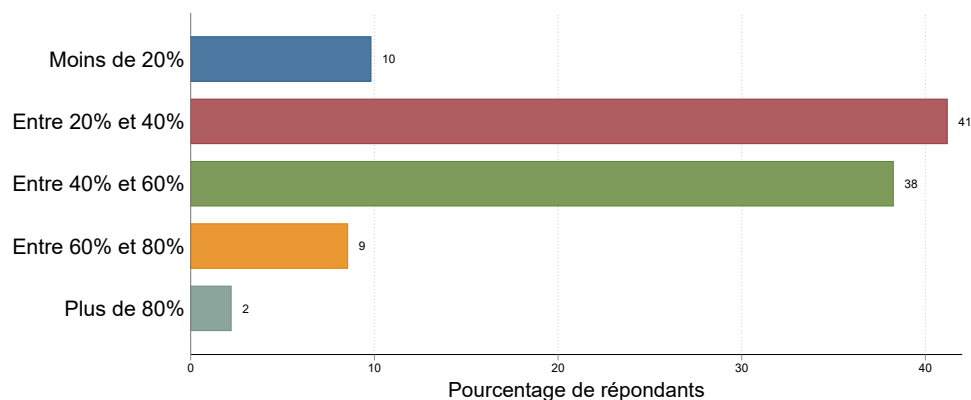
FIGURE 7: PROGRESSIVITÉ DU SYSTÈME FISCAL FRANÇAIS PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE



Note: Nous avons posé la question suivante aux sondés : “Il y a 27 pays dans l’UE. Si le pays no. 1 est le pays de l’UE avec le taux le plus élevé de prélèvements obligatoires (qui incluent tous les impôts, taxes et cotisations sociales) et le pays no. 27 est le pays de l’UE avec le plus bas taux de prélèvements obligatoires (qui incluent tous les impôts, taxes et cotisations sociales), quelle est la position de la France selon vous?” Ce graphique représente, pour chaque position dans le classement, la part des répondants qui pensent que la France occupe cette position.

Lecture: “25% des répondants pensent que la France est le pays de l’UE avec le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé”.

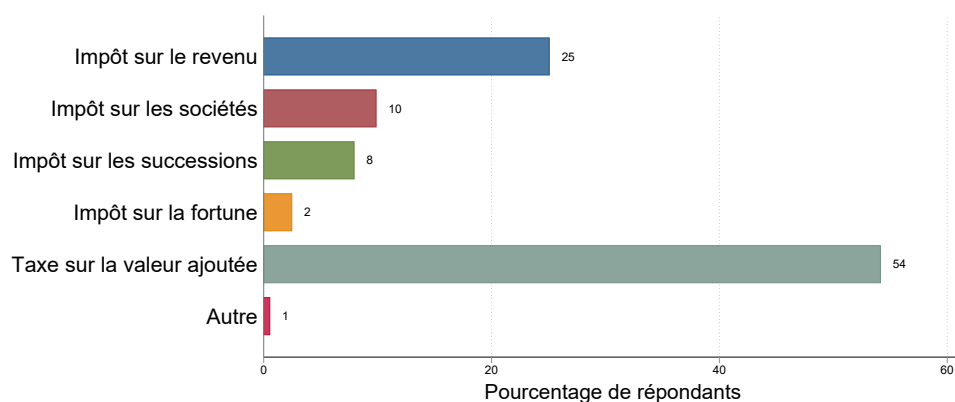
FIGURE 8: QUELLE PART DE LA RICHESSE TOTALE PRODUITE EN FRANCE CHAQUE ANNÉE EST PRÉLEVÉE SOUS FORME D'IMPÔTS, TAXES ET DE COTISATIONS SOCIALES?



Note: Nous avons demandé aux répondants d'estimer la tranche de la part de richesse totale produite en France chaque année qui est prélevée sous forme d'impôts de taxes ou de cotisations sociales. Ce graphique représente, pour chaque tranche, la part des sondés à l'avoir sélectionnée. Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100.

Lecture: "10% de l'échantillon estime que moins de 20% de la richesse totale produite en France chaque année est prélevée sous forme d'impôts, taxes ou cotisations sociales".

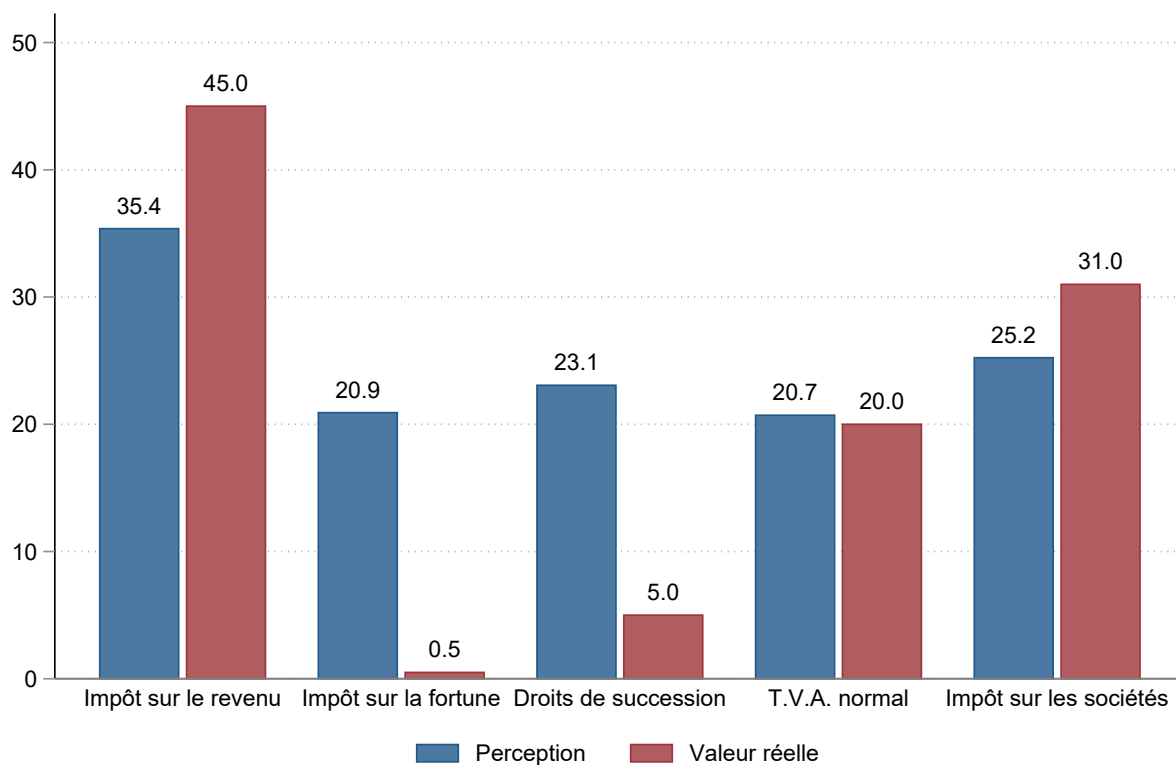
FIGURE 9: QUEL IMPÔT OU TAXE GÉNÈRE LE PLUS DE REVENUS EN FRANCE?



Note: Ce graphique représente, pour chaque impôt, la part des répondants à penser qu'il s'agit de l'impôt générant le plus de recettes fiscales. Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100.

Lecture: "25% de l'échantillon pense que l'impôt qui génère le plus de recettes fiscales est l'impôt sur le revenu".

FIGURE 10: TAUX D'IMPOSITION: PERCEPTIONS VS. RÉALITÉ



Note: Ce graphique représente les estimations directes des répondants pour différents taux d'impositions (en bleu) ainsi que les valeurs réelles de ces taux (en rouge). Pour l'impôt sur le revenu, l'estimation porte sur le taux marginal le plus élevé. Pour l'impôt sur la fortune et pour les droits de succession l'estimation porte sur le taux le plus bas. Pour la TVA l'estimation porte sur le taux normal de TVA.

Lecture: "En moyenne les sondés estiment que le taux d'impôt sur le revenu le plus élevé est de 35.4%".

TABLE 16: RAISONS DU SUCCÈS ET ÉQUITÉ DU SYSTÈME FISCAL

	Riches par efforts personnels ou par circonstances (1)	Pauvres par manque d'efforts personnels ou par circonstances (2)	Système fiscal en France juste (3)
Femme	-0.07*** (0.03)	-0.10*** (0.03)	-0.05*** (0.02)
Age 30-49	-0.09*** (0.04)	-0.07** (0.04)	-0.05* (0.02)
Age 50-69	-0.25*** (0.04)	-0.21*** (0.04)	-0.07*** (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.03 (0.03)	0.01 (0.03)	0.02 (0.02)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.11*** (0.04)	0.09** (0.04)	0.04* (0.03)
Le Pen	-0.02 (0.04)	0.02 (0.04)	-0.08*** (0.03)
Fillon	0.11** (0.05)	0.09* (0.05)	-0.03 (0.03)
Melenchon et Hamon	-0.18*** (0.04)	-0.20*** (0.04)	-0.10*** (0.03)
Enfants	0.06** (0.03)	0.06** (0.03)	0.07*** (0.02)
Etudes supérieures	-0.04 (0.03)	-0.03 (0.03)	0.05*** (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.60	0.40	0.12
Observations	1490	1485	1492

Note: La table indique la moyenne des résultats, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieures'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "60% de l'échantillon pense que les personnes qui sont riches le sont par efforts personnels". La part de sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des 50-69 ans est inférieure de 25 points de pourcentage à celle dans le groupe des 17-29 ans.

La colonne (2) se lit: "40% de l'échantillon pense que les personnes qui sont pauvres le sont par manque d'efforts personnels".

La colonne (3) se lit: "12% de l'échantillon considère le système fiscal français comme étant plutôt juste ou très juste".

TABLE 17: L'ÉVASION FISCALE EST UN PROBLÈME CHEZ... :

	Personnes à hauts revenus (1)	Personnes avec un patrimoine important (2)	Grandes entreprises françaises (3)	Grandes entreprises étrangères ayant opérations en France (4)
Femme	-0.01 (0.03)	-0.00 (0.03)	-0.02 (0.03)	-0.04 (0.03)
Age 30-49	0.06 (0.04)	0.09** (0.04)	0.08** (0.04)	0.11*** (0.04)
Age 50-69	0.22*** (0.04)	0.24*** (0.04)	0.22*** (0.04)	0.27*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.06** (0.03)	0.04 (0.03)	0.07** (0.03)	0.05* (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.00 (0.04)	0.02 (0.04)	0.00 (0.04)	-0.01 (0.04)
Le Pen	-0.01 (0.04)	-0.02 (0.04)	-0.02 (0.04)	-0.02 (0.04)
Fillon	-0.09** (0.05)	-0.08 (0.05)	-0.10** (0.05)	-0.01 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.05 (0.04)	0.01 (0.04)	0.04 (0.04)	0.04 (0.04)
Enfants	0.03 (0.03)	0.02 (0.03)	-0.01 (0.03)	0.01 (0.03)
Etudes supérieures	0.02 (0.03)	0.03 (0.03)	0.04 (0.03)	0.04 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.65	0.59	0.62	0.64
Observations	1489	1485	1487	1489

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€)', 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit: "65% des sondés considère l'évasion fiscale des personnes à hauts revenus comme un problème grave ou très grave". La part de sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des personnes ayant un revenu entre 20K€ et 60K€ est supérieure de 6 points de pourcentage à celle dans le groupe des personnes ayant un revenu inférieur à 20K€.

La colonne (2) se lit: "65% des sondés considère l'évasion fiscale des personnes ayant un patrimoine important comme un problème grave ou très grave".

La colonne (3) se lit: "65% des sondés considère l'évasion fiscale des grandes entreprises françaises comme un problème grave ou très grave".

La colonne (4) se lit: "65% des sondés considère l'évasion fiscale des grandes entreprises étrangères ayant des opérations en France comme un problème grave ou très grave".

TABLE 18: LES TAXES ET IMPÔTS SUIVANTS SONT PLUTÔT OU TRÈS JUSTES

	Impôt sur le revenu (1)	Impôt sur la fortune (2)	Droits de succession (3)	Taxe sur la valeur ajouté (4)	Impôts sur les sociétés (5)
Femme	-0.02 (0.02)	-0.00 (0.03)	-0.07*** (0.02)	-0.06*** (0.02)	-0.03 (0.03)
Age 30-49	0.02 (0.03)	0.06 (0.04)	-0.06** (0.03)	-0.04 (0.03)	0.03 (0.04)
Age 50-69	0.08** (0.03)	0.18*** (0.04)	-0.08** (0.03)	-0.07* (0.03)	0.12*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.05* (0.03)	0.06* (0.03)	-0.04 (0.02)	0.04 (0.03)	0.05 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.00 (0.03)	-0.01 (0.04)	0.00 (0.03)	0.08** (0.03)	0.04 (0.04)
Le Pen	-0.07** (0.03)	-0.05 (0.04)	-0.05* (0.03)	-0.06* (0.03)	-0.06 (0.04)
Fillon	-0.03 (0.04)	-0.19*** (0.05)	-0.10*** (0.04)	0.12*** (0.04)	0.06 (0.05)
Melenchon et Hamon	-0.07** (0.03)	0.02 (0.04)	-0.02 (0.03)	-0.10*** (0.03)	-0.04 (0.04)
Enfants	0.00 (0.02)	0.04 (0.03)	0.01 (0.02)	0.03 (0.02)	0.00 (0.03)
Etudes supérieures	0.05** (0.02)	-0.02 (0.03)	0.01 (0.02)	0.02 (0.02)	-0.01 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.22	0.42	0.16	0.23	0.37
Observations	1491	1482	1490	1488	0.37

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieures'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

La colonne (1) se lit "22% de l'échantillon considère l'impôt sur le revenu comme étant juste ou très juste". La part de sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des électeurs de Mélenchon ou Hamon est inférieure de 7 points de pourcentages à celle dans le groupe des électeurs de Macron.

La colonne (2) se lit: "42% de l'échantillon considère l'impôt sur la fortune comme étant juste ou très juste".

La colonne (3) se lit: "16% de l'échantillon considère les droits de succession comme étant juste ou très juste".

La colonne (4) se lit: "23% de l'échantillon considère la T.V.A. comme étant juste ou très juste".

La colonne (5) se lit: "37% de l'échantillon considère l'impôt sur les sociétés comme étant juste ou très juste".

TABLE 19: CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

	Je m'y intéresse beaucoup aux questions fiscales (1)	La politique fiscale a des effets directs importants ma vie (2)	Je paie trop d'impôts par rapport aux services publics dont je bénéficie (3)	Nombreuses personnes reçoivent aides publiques sans les mériter (4)
Femme	-0.15*** (0.02)	-0.07*** (0.03)	-0.01 (0.03)	0.02 (0.03)
Age 30-49	0.00 (0.03)	0.04 (0.04)	0.03 (0.04)	0.04 (0.04)
Age 50-69	-0.02 (0.03)	0.03 (0.04)	0.04 (0.04)	0.14*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.03)	0.03 (0.03)	0.14*** (0.03)	0.16*** (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.08** (0.03)	0.08** (0.04)	0.16*** (0.04)	0.05 (0.04)
Le Pen	-0.07** (0.03)	0.02 (0.04)	0.13*** (0.04)	0.07* (0.04)
Fillon	-0.03 (0.04)	0.03 (0.05)	0.13** (0.05)	0.10** (0.05)
Melenchon et Hamon	-0.08** (0.03)	-0.00 (0.04)	0.03 (0.04)	-0.15*** (0.04)
Enfants	0.04* (0.02)	0.04 (0.03)	-0.00 (0.03)	0.00 (0.03)
Etudes supérieures	0.07*** (0.02)	0.10*** (0.03)	0.02 (0.03)	0.02 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.22	0.34	0.48	0.61
Observations	0.22	1493	1488	1489

Note: La table indique la moyenne des résultats, ainsi que les variations par 5 catégories (genre, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€), 'Macron', 'N'ayant pas d'enfants' et 'Non diplômés d'études supérieures'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

Lecture:

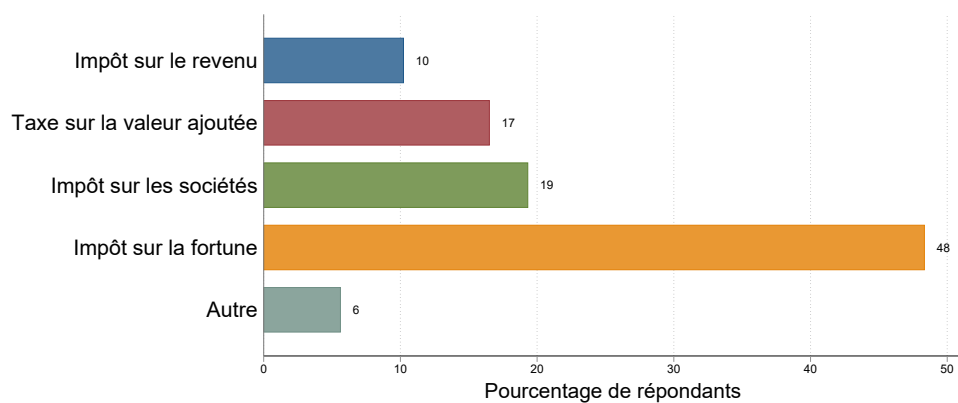
La colonne (1) se lit: "22% de l'échantillon déclare s'intéresser beaucoup aux questions fiscales". La part de sondés à exprimer cette opinion dans le groupe des diplômés du supérieur est supérieure de 7 points de pourcentage à celui du groupe des non diplômés du supérieur.

La colonne (2) se lit: "34% de l'échantillon considère que la politique fiscale a des effets directs important sur leur vie".

La colonne (3) se lit: "48% de l'échantillon est plutôt d'accord ou fortement d'accord pour dire qu'il paie trop d'impôts par rapport aux prestations et services publics dont il bénéficie.

La colonne (4) se lit: "61% de l'échantillon est plutôt d'accord ou fortement d'accord pour dire que de nombreuses personnes reçoivent des aides publiques sans les mériter".

FIGURE 11: SI L'ÉTAT AUGMENTAIT SES DÉPENSES SANS S'ENDETTER DAVANTAGE, QUEL IMPÔT AUGMENTER ?



Note: Ce graphique représente, pour chaque impôt, la part des sondés souhaitant augmenter cet impôt pour financer les dépenses supplémentaires de l'État. Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100.

Lecture: "10% des répondants augmenteraient l'impôt sur le revenu pour financer une hausse des dépenses de l'État sans augmenter la dette publique".

SURVEY QUESTIONNAIRE

A-1 Background

- Quel est votre sexe? [*Homme; Femme*]
- Quel âge avez-vous? [*17 ou moins, 18, 19, 20, ..., 90 ou plus*]
- Dans quelle région vivez-vous? [*Ile-de-France; Haute Normandie; Centre; Basse Normandie; Pays de la Loire; Bretagne; Poitou - Charentes; Nord - Pas de Calais; Lorraine; Alsace; Franche Comté; Champagne Ardennes; Picardie; Bourgogne; Aquitaine; Midi - Pyrénées; Limousin; Rhône Alpes; Auvergne; Languedoc - Roussillon; Provence - Alpes - Côte d'Azur; Corse*]
- Quel est votre code postal? [*Texte*]
- Merci d'indiquer votre état matrimonial. [*Célibataire; Marié; Partenariat domestique (ex: PACS); Légalement séparés ou divorcés; Veuf*]
- Combien d'enfants avez-vous? [*Je n'ai pas d'enfants; 1; 2; 3; 4; 5 ou plus*]
- Quel était le revenu TOTAL de votre foyer, avant impôts, l'année dernière? [*0 € à 9 999 €; 10 000 € à 14 999 €; 15 000 € à 19 999 €; 20 000 € à 29 999 €; 30 000 € à 39 999 €; 40 000 € à 49 999 €; 50 000 € à 59 999 €; 60 000 € à 69 999 €; 70 000 € à 89 999 €; 90 000 € à 109 999 €; 110 000 € à 149 999 €; 150 000 € à 199 999 €; 200 000 € et supérieur*]
- Considérez maintenant le patrimoine de votre foyer, comme les actifs financiers, les biens immobiliers (y compris votre résidence principale), les actifs commerciaux, la propriété intellectuelle et les produits de luxe. Tenez également compte de vos dettes totales, telles que votre hypothèque, vos emprunts bancaires et vos dettes de découvert / carte de crédit. Quel est le patrimoine TOTAL de votre foyer, net de dette? [*Je dois plus de dettes que je ne possède de biens ; 0 € à 9 999 €; 10 000 € à 49 999 €; 50 000 € à 99 999 €; 100 000 € à 200 000 €; 200 000 € à 499 999 €; 500 000 € à 999 999 €; 1 000 000 € et supérieur*]
- Quel est le plus haut niveau d'études que vous avez atteint? (Si vous êtes actuellement étudiant(e), choisissez le plus haut niveau d'études que vous comptez atteindre). [*Pas d'éducation formelle; Ecole primaire; Brevet/certificat d'études ou moins; CAP/BEP (ou autres diplômes techniques) Baccalauréat professionnel ou technologique Baccalauréat général; Université (inachevée); Bac+2 (BTS, DUT ou autre); Bac+3 (Licence, Maîtrise); Bac+5 (Master, Grande Ecole); Doctorat/MBA ou autre formation au-delà du Bac+5.*]
- (SI MARIÉ / PARTENARIAT DOMESTIQUE) Quel est le plus haut niveau d'études que votre conjoint(e) a atteint ? (Si votre conjoint(e) est actuellement étudiant(e), choisissez le plus haut niveau d'études qu'il/elle compte atteindre). [*Pas d'éducation formelle; Ecole primaire; Brevet/certificat d'études ou moins; CAP/BEP (ou autres diplômes techniques) Baccalauréat professionnel ou technologique Baccalauréat général; Université (inachevée); Bac+2 (BTS, DUT ou autre); Bac+3 (Licence, Maîtrise); Bac+5 (Master, Grande Ecole); Doctorat/MBA ou autre formation au-delà du Bac+5.*]

- À l'heure actuelle, par rapport aux foyers français, diriez-vous que le revenu de votre foyer est: *[Très inférieur à la moyenne; inférieur à la moyenne; plus ou moins à la moyenne ; supérieur à la moyenne; très supérieur à la moyenne]*
- En matière de politique économique, où vous situez-vous? *[Extrême Gauche, Gauche, Centre,, Droite, Extrême Droite; Je ne me sens proche d'aucun courant (ou parti) politique]*
- Avez-vous voté aux dernières élections présidentielles? *[Oui ; Non]*
- (IF OUI:) Pour qui avez-vous voté au premier tour de la dernière élection présidentielle? *[Emmanuel MACRON; Marine LE PEN; François FILLON; Jean-Luc MELENCHON; Benoît HAMON; Nicolas DUPONT-AIGNAN; Jean LASSALLE; Philippe POUTOU; François ASSELINEAU; Nathalie ARTHAUD; Jacques CHEMINADE; Je ne veux pas répondre; Vote blanc]*
- (IF NON:) Même vous n'avez PAS voté au premier tour de la dernière élection présidentielle, pour qui auriez-voté ou quel candidat incarne le mieux vos opinions? *Emmanuel MACRON; Marine LE PEN; François FILLON; Jean-Luc MELENCHON; Benoît HAMON; Nicolas DUPONT-AIGNAN; Jean LASSALLE; Philippe POUTOU; François ASSELINEAU; Nathalie ARTHAUD; Jacques CHEMINADE; Je ne veux pas répondre; Vote blanc; je ne serais pas allé voter dans tous les cas]*
- Quelle est votre situation d'emploi actuelle? *[Employé à plein temps; Employé à temps partiel; Indépendant (y compris auto-entrepreneur) ou propriétaire d'une petite entreprise; Temporairement en chômage partiel; Chômeur et à la recherche d'un emploi; Étudiant; Inactif (par exemple: retraité, en incapacité de travailler en raison d'une maladie ou d'une invalidité de longue durée, parent à temps plein)]*
- (EN CAS DE CHÔMAGE:) Depuis combien de mois êtes-vous au chômage? *[mois]*
- (EN CAS DE CHÔMAGE:) Êtes-vous passé au chômage pendant la crise du COVID-19? *(Oui; Non)*
- (Si OUI:) Pensez-vous être réembauché une fois la pandémie terminée? *(Oui; Non; NSP)*
- SI MARIÉ / PARTENARIAT DOMESTIQUE Quelle est la situation professionnelle actuelle de votre conjoint? *[Employé à plein temps; Employé à temps partiel; Indépendant ou propriétaire d'une petite entreprise; Temporairement au chômage partiel; Chômeur et à la recherche d'un emploi; Étudiant; Inactif (par exemple: retraité, incapable de travailler en raison d'une maladie ou d'une invalidité de longue durée, parent à temps plein)]*

Nous allons maintenant vous poser quelques questions sur votre principal emploi rémunéré, c'est-à-dire celui où vous passez le plus d'heures. Pour toutes les questions relatives à votre emploi, veuillez répondre en ce qui concerne votre principal emploi rémunéré. Si vous êtes actuellement au chômage partiel ou au chômage, veuillez répondre en gardant à l'esprit votre dernier emploi principal. Si vous êtes indépendant, veuillez répondre par rapport à votre activité professionnelle principale.

- Quel est l'intitulé de votre poste? *[Texte]*
- Dans quel secteur travaillez-vous? *[Agriculture, forêts et pêche; Mines et carrières; Industrie manufacturière; Fourniture d'électricité ou de gaz; Approvisionnement en eau; Activités d'assainissement]*

ou de gestion des déchets; Construction; Commerce de gros et de détail; Réparation de véhicules automobiles et de motos; Transport et stockage; Activités d'hébergement et de restauration; Information et communication; Activités financières et d'assurance; Activités immobilières; Administration publique et défense; Sécurité sociale; Éducation; Activités de santé humaine et de travail social; Arts, spectacles et loisirs; Services professionnels; Autres activités de service; Autre]

A-2 Connaissances et perceptions

- Vous intéressez-vous aux questions fiscales? *[Je m'y intéresse beaucoup ; Je m'y intéresse un peu; Je ne m'y intéresse pas.]*
- À quel(s) objectif(s) principal(aux) les impôts devraient-ils servir? Cochez toutes les cases qui s'appliquent
Financer les services publics (comme les infrastructures ou l'enseignement scolaire. *Redistribuer les revenus et la richesse; Promouvoir des politiques économiques pour la croissance ou l'emploi; Autre (veuillez préciser).]*
- Pensez-vous que la politique fiscale a des effets directs importants sur votre propre vie? *[Beaucoup; un peu; pas beaucoup.]*
- Il y a 27 pays dans l'UE. Si le pays numéro 1 est le pays de l'UE avec le taux le plus élevé de prélèvements obligatoires (qui incluent tous les impôts, taxes et cotisations sociales) et le pays numéro 27 est le pays de l'UE avec le plus BAS taux de prélèvements obligatoires (qui incluent tous les impôts, taxes et cotisations sociales), quelle est la position de la France selon vous? *[Nombre]*
- Quand vous pensez aux impôts et à leur montant, quelles sont les principales considérations qui vous viennent à l'esprit? *[Texte]*
- Quelle part de la richesse totale produite en France chaque année est prélevée sous forme d'impôts, taxes et de cotisations sociales? *[de 20%; entre 20% et 40%; entre 40% et 60%; entre 60% et 80%; plus de 80%.]*
- Selon vous, quel impôt ou taxe génère le plus de revenus en France? *[Impôt sur le revenu; Impôt sur les sociétés; Impôt sur les successions (droits de successions); La nouvelle version de l'impôt sur la fortune; T.V.A. (Taxe sur la valeur ajoutée); Autres taxes.]*
Les recettes fiscales nettes de l'État désignent le montant de l'ensemble des taxes et impôts collectées par l'État auxquels on a soustrait les dégrèvements et remboursements (par exemple quand un contribuable a payé un montant d'impôt supérieur à ce qu'il devait).
- Selon vous, quelle proportion des recettes fiscales totales nettes de l'État provient de l'impôt sur le revenu des particuliers? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%.]*
- Selon vous, quelle proportion de ménages paient un impôt sur le revenu non nul? *[Moins de 1% ; entre 1% et 10%; entre 10% et 25%; entre 25% et 50%; entre 50% et 75%; 75% ou plus]*
- Quel est le taux marginal d'impôt sur le revenu le plus élevé (hors charges sociales, CSG, etc.)? *[Nombre]*

- Quel est le seuil du revenu annuel (en euros) au-dessus duquel le taux maximal de l'impôt sur le revenu s'applique? *[Nombre]*
- Laquelle de ces phrases reflète le mieux votre opinion au sujet de l'impact que pourraient avoir des réductions d'impôts pour les foyers à hauts revenus sur le déficit public? *[Des réductions d'impôts pour les foyers à hauts revenus augmenteraient le déficit public à long terme car l'État recevrait moins de recettes fiscales nettes ; Des réductions d'impôts pour les foyers à hauts revenus diminueraient le déficit public à long terme car cela stimulerait l'économie et entraînerait davantage de recettes fiscales nettes pour l'État.]*
- Qu'en est-il selon vous de l'impact que pourraient avoir des réductions d'impôts pour les foyers de la classe moyenne sur le déficit public? *[Des réductions d'impôts pour les foyers de la classe moyenne augmenteraient le déficit public à long terme car l'État recevrait moins de recettes fiscales nettes ; Des réductions d'impôts pour les foyers de la classe moyenne diminueraient le déficit public à long terme car cela stimulerait l'économie et entraînerait davantage de recettes fiscales nettes pour l'État.]*
- Quel serait selon vous le moyen le plus efficace pour réduire les inégalités de revenus entre les foyers pauvres et les foyers riches? *[Diminuer les impôts sur les individus riches et les entreprises afin d'encourager l'investissement en faveur de la croissance économique ; Augmenter les impôts sur les individus riches et les entreprises afin de développer des politiques publiques en faveur des plus pauvres.]*
- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à hauts revenus aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à hauts revenus aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à hauts revenus n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à hauts revenus aurait un impact positif sur l'activité économique en France]*
- La France a réformé l'impôt sur la fortune en 2018. Nous surnommons la nouvelle version de cette impôt 'nouvel impôt sur la fortune' , bien que ce ne soit pas le nom officiel. Parmi les classes d'actifs suivantes, à laquelle (ou auxquelles) s'applique actuellement le nouvel impôt sur la fortune? Cochez toutes les cases que vous pensez correctes. *[Patrimoine financier (actions boursières, parts d'entreprise, comptes d'épargne); Actifs commerciaux (part de propriété dans sa propre entreprise et actifs liés à sa propre entreprise); Immobilier; Produits de luxe (voitures, yachts, œuvres d'art).]*
- Selon vous, quelle part des recettes fiscales totales nettes de l'État provient du nouvel impôt sur la fortune? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%.]*
- Selon vous, quelle proportion de ménages paient un nouvel impôt sur la fortune non-nul? *[Moins de 1% ; entre 1% et 10%; entre 10% et 25%; entre 25% et 50%; entre 50% et 75%; 75% ou plus.]*
- Quel est le taux le plus bas du nouvel impôt sur la fortune qui s'applique au-dessus du seuil d'imposition? *[Nombre]*
- Quel est le seuil de richesse au-dessus duquel s'applique le nouvel impôt sur la fortune? *[Moins de 500 000 €; entre 500 000 € et 999 999 €; entre 1 000 000 € et 1 999 999 €; entre 2 000 000 € et 4 999 999 €; plus de 5 000 000 €]*

- Prenons un exemple concret. Alexandre possède un appartement luxueux dans lequel il habite. Il ne possède rien d'autre. La valeur de marché de l'appartement est 1 500 000 €. Quel montant de son patrimoine immobilier sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune par les autorités fiscales et sur laquelle Alexandre devra payer cet impôt? *[0 €; 140 000 €; 200 000 €; 700 000 €; 1 050 000 €; 1 500 000 €; Autre montant]*
- Imaginons à présent qu'Alexandre vende son appartement. Il emménage dans un appartement de 200 000 € et achète un appartement d'une valeur de 1 300 000 € en tant que résidence secondaire où il passe ses vacances. Quel montant de son patrimoine immobilier sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune par les autorités fiscales et sur laquelle Alexandre devra payer cet impôt? *[0 €; 140 000 €; 200 000 €; 700 000 €; 1 050 000 €; 1 500 000 €; Autre montant]*
- Sophie possède des actions boursières d'une valeur totale de 1 500 000 €. Elle ne possède rien d'autre. Quel montant de son patrimoine sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune par les autorités fiscales et sur laquelle Sophie devra payer des impôts? *[0 €; 140 000 €; 200 000 €; 700 000 €; 1 050 000 €; 1 500 000 €; Autre montant]*
- Sylvie possède un restaurant d'une valeur de marché de 1 500 000 €. Elle ne possède rien d'autre. Quel montant de son patrimoine sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune par les autorités fiscales et sur laquelle Sylvie devra payer des impôts? *[0 €; 140 000 €; 200 000 €; 700 000 €; 1 050 000 €; 1 500 000 €; Autre montant]*
- Selon vous, quelle part de l'ensemble des richesses en France est actuellement détenue par les groupes suivants, classés par richesse nette des ménages? Veuillez noter que le total doit correspondre à 100.
 - Top 1%;
 - 1 à 10% les plus riches (c'est-à-dire les 10% les plus riches, à l'exclusion des 1% les plus riches);
 - Top 10-50% (c'est-à-dire, top 50%, à l'exclusion des 10% top);
 - 50% inférieurs.
- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur la fortune des foyers aisés aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation de l'impôt sur la fortune des foyers aisés aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur la fortune des foyers aisés n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une augmentation de l'impôt sur la fortune des foyers aisés aurait un impact positif sur l'activité économique en France]*
- Les droits de succession sont des impôts sur le transfert de biens de la part d'une personne décédée. Quelle part des recettes fiscales totales nettes de l'État provient des droits de succession? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%]*
- Selon vous, parmi l'ensemble des successions, quelle proportion paie des droits de succession non nul? *[Moins que 1% ; entre 1% et 10%; entre 10% et 25%; entre 25% et 50%; entre 50% et 75%; 75% ou plus]*
- Une 'succession directe' désigne la transmission d'un patrimoine provenant d'un parent décédé à un enfant. Quel est le seuil de richesse qui peut être transmis par succession directe sans payer d'impôts

(c'est-à-dire sans payer les droits de succession)? *[Moins de 49 999 €; entre 50 000 € et 99 999 €; entre 100 000 € et 199 999 €; entre 200 000 € et 499 999 €; plus de 500 000 €]*

- Y a-t-il un taux unique de droits de succession ou plusieurs taux différents? *[Un taux unique ; plusieurs taux différents]*
- Si TAUX UNIQUE: Un héritage en succession direct est soumis aux droits de succession uniquement si la valeur des biens transmis est supérieure à 100 000€. Quel taux d'imposition s'applique sur ces successions directes? *[Nombre]*
- Si PLUSIEURS TAUX: Un héritage en succession direct est soumis aux droits de succession uniquement si la valeur des biens transmis est supérieure à 100 000€. Quel est le taux de droits de succession le plus bas qui s'applique sur ces successions directes? *[Nombre]*
- Selon vous, quel impact une augmentation des droits de succession aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation des droits de succession aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation des droits de succession n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France; augmentation des droits de succession aurait un impact positif sur l'activité économique en France]*
- Chaque fois que quelqu'un achète un bien ou un service, l'État perçoit une taxe (appelée Taxe sur la valeur ajoutée, ou TVA). Quelle part des recettes fiscales totales nettes de l'État provient de la TVA? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%]*
- En France, il existe un taux de TVA normal et des taux de TVA réduits pour des secteurs spécifiques. Quel est le taux de TVA «normal»? *[Nombre]*
- Lequel des énoncés suivants décrit le mieux le montant de la Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) que les personnes à faibles et à hauts revenus paient en pourcentage de leur revenu total, en supposant qu'elles achètent les mêmes choses? *Les personnes à faibles revenus paient une part moins élevée de leur revenu en Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) que les personnes à revenu élevé; Les personnes à faibles revenus et élevé paient une part similaire de leur revenu en Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.); Les personnes à faibles revenus paient une part plus élevée de leurs revenus en TVA que les personnes à revenu élevé.]*
- Selon vous, quel impact une hausse de la TVA aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une hausse de la TVA aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une hausse de la TVA n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une hausse de la TVA aurait un impact positif sur l'activité économique en France.]*
- 'L'impôt sur les sociétés' (IS) est l'impôt que les entreprises doivent payer sur leurs bénéfices. Quelle proportion des recettes fiscales totales nettes de l'État provient de l'IS? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%]*
- Quel est le taux d'impôt sur les sociétés en France? *[Nombre]*
- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt*

sur les sociétés des grandes entreprises n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur les profits des grandes entreprises aurait un impact positif sur l'activité économique en France]

- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur les sociétés des petites et moyennes entreprises (PME) aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des petites et moyennes entreprises (PME) aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des petites et moyennes entreprises (PME) n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des petites et moyennes entreprises (PME) aurait un impact positif sur l'activité économique en France]*
- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur les sociétés des entreprises étrangères qui ont des activités en France aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[augmentation de l'impôt sur les sociétés des sociétés étrangères qui ont des activités en France aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des sociétés étrangères qui ont des activités en France n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des sociétés étrangères qui ont des activités en France aurait un impact positif sur l'activité économique en France.]*
- Quel pourcentage de l'ensemble des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat (général, technologique ou professionnel) selon vous (0% signifie qu'aucune personne née en France en 1990 n'a obtenu le diplôme du baccalauréat, 50% signifie que la moitié des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat , 100% signifie que la totalité des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat) *[Slider de 0 à 100]*
- Quel pourcentage de l'ensemble des personnes nées en France en 1990, a obtenu (ou obtiendra bientôt) un diplôme d'enseignement supérieur (BTS, licence, master, etc. . .) selon vous (0% signifie qu'aucune personne née en France en 1990 n'a obtenu le diplôme du baccalauréat, 50% signifie que la moitié des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat , 100% signifie que la totalité des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat? *[Slider de 0 à 100]*
- Selon vous, laquelle des catégories suivantes représente l'essentiel des dépenses publiques en France? Veuillez sélectionner et classer 3 catégories, par volume de dépense: 1 signifie la catégorie où les dépenses sont le plus élevées, 3 signifie la catégories avec les 3è dépenses les plus élevées. *[Services publics généraux (comprend les paiements relatifs à la dette de l'État); La Défense (armée, etc.); Ordre public et sécurité (police, etc.); Affaires économiques; Logement et équipements publics; Protection de l'environnement; Santé; Loisirs, culture et religion; Éducation; Protection sociale.]*

A-3 Opinions sur l'équité fiscale

- Selon vous, pourquoi certaines personnes sont-elle pauvres? Merci de choisir la réponse la plus proche de vos idées? *[Manque d'efforts personnels; Circonstances indépendantes de leur volonté]*
- Selon vous, pourquoi certaines personnes sont-elle riches? Merci de choisir la réponse la plus proche de vos idées? *[Efforts personnels; Circonstances indépendantes de leur volonté]*

- Pensez-vous que le système fiscal en France est: [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Dans quelle mesure pensez-vous que l'évasion fiscale est un problème chez les catégories suivantes: [*échelle de 1 "Pas du tout un problème" à 5 "Un problème très grave"*]
 - Personnes à hauts revenus
 - Personnes avec un patrimoine important
 - Grandes entreprises françaises
 - Grandes entreprises étrangères ayant des activités en France
- Dans quelle mesure pensez-vous que les taxes et impôts suivants sont justes: [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
 - Impôt sur le revenu
 - Impôt sur la fortune
 - Droits de succession
 - Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)
 - Impôts sur les sociétés
- Dans quelle mesure pensez-vous que l'inégalité des revenus est un problème en France: [*échelle de 1 "Pas du tout un problème" à 5 "Un problème très grave"*]
- Pensez-vous qu'en France les ménages aisés paient leur juste part d'impôt sur le revenu? [*Paient beaucoup moins que leur juste part; Paient moins que leur juste part; Paient leur juste part; Paient plus que leur juste part; Paient beaucoup plus que leur juste part.*]
- Pensez-vous qu'en France les ménages de la classe moyenne paient leur juste part d'impôt sur le revenu? [*Paient beaucoup moins que leur juste part; Paient moins que leur juste part; Paient leur juste part; Paient plus que leur juste part; Paient beaucoup plus que leur juste part.*]
- Pensez-vous que les personnes les plus pauvres de la société devraient payer un impôt sur leurs revenus? [*Oui; Non*]
- Dans quelle mesure pensez-vous que les inégalités de patrimoine en France constituent un problème: [*échelle de 1 "Pas du tout un problème" à 5 "Un problème très grave"*]
- Pensez-vous que les ménages aisés en France paient aujourd'hui leur juste part d'impôt sur la fortune? [*Paient beaucoup moins que leur juste part; Paient moins que leur juste part; Paient leur juste part; Paient plus que leur juste part; Paient beaucoup plus que leur juste part.*]
- Pensez-vous qu'il est juste (ou injuste) que l'héritage de parents fortunés qui ont beaucoup travaillé et épargné et transmettent leur patrimoine à leurs enfants soit soumis aux droits de succession? [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]

- Pensez-vous qu'il est juste (ou injuste) que l'héritage de parents fortunés qui ont eux-même hérité de la fortune de leurs parents et transmettent leur patrimoine à leurs enfants soit soumis aux droits de succession? [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Pensez-vous qu'il est juste (ou injuste) que les enfants nés dans des familles très riches aient accès à de meilleures écoles, à de meilleurs soins médicaux, à de meilleurs quartiers et à de meilleurs réseaux personnels et professionnels que les enfants de familles moins riches? [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Avec quelle affirmation êtes-vous le plus d'accord? [*Les parents riches devraient être autorisés à transmettre toute leur fortune à leurs enfants. Par conséquent, certains enfants commenceront leur propre vie avec une fortune bien supérieure uniquement parce qu'ils sont nés dans une famille plus riche; Les enfants ne devraient pas commencer leur vie avec une fortune bien supérieure simplement parce qu'ils sont nés dans une famille plus riche. Une partie de la fortune transmise par les parents à leurs enfants devrait donc être taxée, y compris pour les familles dont les parents ont travaillé dur.*]
- Que pensez-vous des montants d'impôts sur les sociétés que paient les acteurs économiques suivants ? : [1 «Elles ne payent pas du tout assez»; 5 «Elles payent beaucoup trop»]
 - Grandes entreprises françaises
 - Entreprises étrangères implantées en France
 - Petites et moyennes entreprises (PME) françaises
- Dans quelle mesure êtes-vous conscient(e) de payer la TVA lors de l'achat de biens ou de services [1- "Je n'y pense jamais", 2- J'y pense parfois, 3- J'y pense la plupart du temps, 4- J'y pense à chaque achat]
- Dans quelle mesure pensez-vous que la TVA est une taxe juste ou injuste? [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Dans quelle mesure pensez-vous que l'inégalité des chances est un problème en France? [*Pas d'accord du tout; Plutôt pas d'accord; Ni d'accord ni pas d'accord; Plutôt d'accord; Tout à fait d'accord.*]
- Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: «Les enfants ont accès à un enseignement scolaire de qualité égale, même s'ils proviennent de milieux économiques différents». [*Pas d'accord du tout; Plutôt pas d'accord; Ni d'accord ni pas d'accord; Plutôt d'accord; Tout à fait d'accord.*]
- Par rapport aux étudiants des pays de l'Union Européenne, pensez-vous que les étudiants français: [*ont des performances académiques inférieures; ont des performances académiques plus ou moins similaires; ont des performances académiques supérieures.*]
- Par rapport aux étudiants issus de familles pauvres des pays de l'Union Européenne, pensez-vous que les étudiants issus de familles pauvres en France: [*ont moins de chances de réussir à l'école; ont plus ou moins les mêmes chances de réussir à l'école; ont plus de chances de réussir à l'école.*]
- Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: «Les enfants issus de parcours scolaires similaires peuvent accéder à des types d'emplois similaires, même s'ils proviennent de milieux

économiques différents» [*Pas d'accord du tout; Plutôt pas d'accord; Ni d'accord ni pas d'accord; Plutôt d'accord; Tout à fait d'accord.*]

- Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'énoncé suivant: «Je paie trop d'impôts par rapport aux prestations et services publics dont je bénéficie» [1. Pas du tout d'accord; 5. Tout à fait d'accord]
Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant: «De nombreuses personnes reçoivent des aides publiques sans les mériter.» : [1. Pas du tout d'accord; 5. Tout à fait d'accord]

A-4 Points de vue sur les politiques publiques idéales

- Si l'État augmentait ses dépenses totales sans s'endetter davantage, quelle taxe ou impôts pensez-vous qu'il faudrait augmenter? N'en choisir qu'un. [*Impôt sur le revenu; Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.); Impôt sur les sociétés; Impôt sur la fortune; Autre; Impôt sur le revenu.*]
- Êtes-vous favorable ou opposé à l'augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à revenu élevé? [*Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.*]
- Êtes-vous favorable ou opposé à l'existence d'un impôt sur la fortune? [*Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.*]
- (EN CAS DE FAVORABLE OU TRES FAVORABLE:) Quelle devrait être selon vous la valeur du patrimoine au-delà de laquelle un impôt sur la fortune devrait s'appliquer? [*Texte*]
- À votre avis, sur quel type de possessions un impôt sur la fortune devrait-il s'appliquer? Cochez toutes les cases. [*Patrimoine financier (actions boursières, parts d'entreprise, comptes d'épargne); Actifs commerciaux (part de propriété dans sa propre entreprise et actifs liés à sa propre entreprise); Immobilier; Produits de luxe (voitures, yachts, œuvres d'art); Autre (veuillez préciser); Je ne pense pas qu'il devrait y avoir un impôt sur la fortune.*]
- Actuellement en France, le patrimoine immobilier est imposé mais les actifs financiers ne le sont pas. Pensez-vous que c'est: [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Êtes-vous favorable ou opposé à l'augmentation des droits de succession sur la transmission de patrimoine d'une personne fortunée? [*Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.*]
- Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante: «Les droits de succession devraient être rendus plus progressifs, c'est-à-dire que les héritages de taille modeste et moyenne devraient être exonérés, alors que les héritages importants devraient être imposés à un taux plus élevé» [*Pas d'accord du tout; Plutôt pas d'accord; Ni d'accord ni pas d'accord; Plutôt d'accord; Tout à fait d'accord.*]
- Une taxe sur l'héritage devrait-elle exister? textit[Oui; Non]
- (SI OUI:) A votre avis, quel montant de biens ou d'argent chaque parent devrait pouvoir transmettre à ses enfants sans payer d'impôts? [*Texte*]
- Quelle affirmation reflète le mieux votre opinion? [*Les taux de Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) doivent être les mêmes pour toutes les catégories de biens et services; Les taux de Taxe sur la valeur*]

ajoutée (T.V.A.) doivent être différenciés entre les catégories de biens et de services en fonction des individus qui les consomment le plus et du pouvoir d'achat de ces consommateurs; Les taux de Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) doivent être différenciés entre les catégories de biens et de services en fonction de leurs conséquences sur la santé ou l'environnement.]

- Selon vous, l'impôt sur les sociétés pour les entreprises suivantes devrait être : grandes entreprises françaises devrait: *[être fortement augmenté, être augmenté, rester inchangé, être diminué, être très diminué.]*
 - Grandes entreprises françaises
 - Les grandes entreprises étrangères implantées en France
 - Les petites et moyennes entreprises (PME)
 - Les entreprises fournissant des produits et services digitaux
- En France, de nombreuses incitations fiscales pour attirer les entreprises étrangères ont des exigences d'investissement physique dans les régions où elles s'installent. Les entreprises étrangères qui souhaitent investir en France devraient-elles aussi être obligées de créer un certain nombre d'emplois "de qualité" pour bénéficier de réductions d'impôts de la part de l'État? *[Oui; Non]*
- Êtes-vous favorable ou opposé à l'augmentation des dépenses totales d'enseignement scolaire en France? *[Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.]*
- Pensez-vous que des dépenses supplémentaires devraient être allouées en priorité aux: *[crèches; maternelles; écoles primaires; collèges; lycées; universités.]*
- Êtes-vous favorable ou opposé à des dépenses publiques d'enseignement scolaire par étudiant plus élevées dans les zones les plus pauvres que dans les zones les plus aisées? *[Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.]*
- Êtes-vous favorable ou opposé à la prise en compte d'éléments socio-économique (tels que le revenu des parents) des candidats aux concours de l'enseignement supérieur? *[Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.]*

A-5 Question de politique générale

Dans cette section, nous allons vous poser des questions sur votre soutien à différentes politiques publiques. Rappelez-vous que créer ou renforcer des politiques publiques coûte de l'argent, de telle sorte que les impôts seront peut-être augmentés ou d'autres publiques devront être diminuées ou annulées

- À votre avis, sur quelles catégories pensez-vous que les administrations publiques (État, collectivités locales, administration de la sécurité sociale) devraient dépenser le plus vos impôts (veuillez en sélectionner et classer 3) et sur quelles catégories pensez-vous que les administrations publiques devraient dépenser le moins vos impôts (veuillez en sélectionner et classer 3).
[Services publics généraux (y compris les paiements relatifs à la dette de l'État); La Défense (armée, etc.); Ordre public et sécurité (police, etc.); Affaires économiques; Protection environnementale; Logement et équipements collectifs; Santé; Loisirs, culture et religion; Éducation; Protection Sociale.]

- Êtes-vous favorable ou opposé à offrir davantage de formations en alternance, (qui combinent une formation académique classique avec une expérience professionnelle), en partenariat entre les lycées / universités locales et les employeurs: [*Très opposé, plutôt opposé, ni opposé ni favorable, favorable, Très favorable*].
- Pensez-vous que les robots et les technologies qui remplacent le travail humain devraient être: [*moins taxées que le travail humain; autant taxées que le travail humain; davantage taxées que le travail humain*].

A-6 Feedbacks

- Avez-vous eu l'impression que cette enquête était orientée politiquement? [*Oui, orientation politique de gauche; Oui, orientation politique de droite; Non, je ne pensais pas que cette enquête était orienté politiquement*]
- N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires ou impressions concernant cette enquête. [*Texte*].